

## COOPÉRATION

# Rapprochement entre Belgrade et Brazzaville

La République du Congo et la Serbie ont signé un mémorandum d'entente sur les consultations politiques et un accord sur l'exemption de visas pour les détenteurs des passeports diplomatiques et de service. Les documents marquant le rapprochement entre les deux pays ont été paraphés à Belgrade par le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso et son homologue serbe Marco Duric.

Page 16

Signature des documents par les deux parties



## EDUCATION

### Plus de 90 000 candidats au bac général 2025



Une vue des élèves en terminale / Adiac

Prévues du 17 au 20 juin prochain sur l'ensemble du territoire national, les épreuves écrites du baccalauréat général réuniront 94 181 candidats. Selon le directeur des examens et concours de l'enseignement général Damien Madiki, les tout-petits affronteront le certificat d'études primaires élémentaires le 5 juin, alors que le brevet d'études du premier cycle aura lieu du 15 au 18 juillet.

Page 7

## BLANCHIMENT D'ARGENT

### Les enquêteurs renforcent leurs capacités

Les membres des cellules de renseignements financiers se forment pendant cinq jours dans la capitale à l'analyse stratégique des données dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le finan-

cement du terrorisme. Cette formation concerne les experts des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Page 5

## GABAC

### Le secrétaire permanent évoque la lutte contre le blanchiment d'argent

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu hier à Brazzaville avec le secrétaire permanent du Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac), André Kanga. « Nous avons abordé des questions sensibles du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Notre rôle, c'est de mettre en place un dispositif de lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et la prolifération des armes à destruction massive », a expliqué le secrétaire permanent du Gabac à l'issue de l'audience.



André Kanga

Éditorial  
Statu quo

Page 2

Page 8



## ÉDITORIAL

## Statu quo

L'inquiétude ne cesse de grandir à mesure que les jours passent. En pointe l'avenir du football congolais à l'approche du 75e Congrès de la Fédération internationale de football association (Fifa). L'ordre du jour des assises du 15 mai à Asunción, au Paraguay, met le Congo dans une situation délicate.

La suspension ou la radiation d'une association membre figure, en effet, parmi les points qui seront débattus. Le point 4 concerne les fédérations en situation de conflit comme la nôtre dont les démarches vers la résolution de la crise ressemblent à une « voie sans issue ».

Depuis l'annonce du Bureau du Conseil de la Fifa, le Congo traîne les pieds. La dernière lettre de la Fifa met en lumière toutes les difficultés rencontrées quand il s'agit de lire le droit. Sur la base des informations fournies par la Fédération congolaise de football, confirme-t-elle, le Tribunal de Grande instance de Brazzaville n'a toujours pas délivré d'ordonnance de rétractation en dépit de la saisine effectuée par le Comité exécutif.

Comment espérer un meilleur résultat si l'intérêt supérieur de la nation est dominé par les désaccords qui perdurent ? Les multiples reports des audiences au tribunal nous rapprochent dangereusement de la sanction la plus sévère jamais connue dans l'histoire du football congolais. Le Congo risque une suspension allant de sept à dix ans.

Le compte à rebours étant lancé, il faut agir le plus rapidement possible. Une éventuelle décision de la Fifa pourrait nuire gravement au football congolais, hypothéquer l'avenir de la jeunesse et ternir l'image de notre pays à l'international. Car dans l'esprit de la Fifa, il n'y aura plus de recours possible quand la durée de la suspension sera prononcée.

Les Dépêches de Brazzaville

## MÉDIAS

## Des journalistes africains réunis à Brazzaville sur les enjeux climatiques

**Les effets du changement climatique se font de plus en plus ressentir, avec une augmentation des inondations, de l'érosion, des vagues de chaleur, des perturbations dans les activités agricoles... Cette aggravation des risques naturels préoccupe les journalistes du bassin du Congo, qui souhaitent jouer un rôle actif dans la sensibilisation des décideurs et des communautés touchées.**

Environ cent journalistes et médias africains se sont rassemblés à partir du 22 avril, à Brazzaville, dans le cadre de la première édition du Forum multi-acteurs sur le développement de la communication et de l'information dans le bassin du Congo (Fomadecie-BC). Placée sur le thème « La communication comme outil stratégique pour l'atteinte des objectifs de la conservation et la lutte contre le changement climatique », la rencontre a également attiré des représentants des pouvoirs publics, des institutions sous-régionales, du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), des chefs de projets de conservation de la biodiversité, du secteur privé, des organisations de la société civile en provenance du Gabon, du Cameroun, du Rwanda, de la République démocratique du Congo, de la France, du Royaume-Uni...

La première édition du Fomadecie-BC est axée sur l'importance de la communication dans les politiques publiques environnementales pour en faire un vecteur stratégique des objectifs de développement durable. D'après le président du comité d'organisation, Raoul Siemeni, le but du forum est de créer un cadre d'échange et de réflexion entre les divers acteurs engagés pour la préservation de l'environnement, renforcer les capacités des médias et des communautés dans l'information environnementale, faciliter l'accès à des informations fiables sur le sujet et encourager des initiatives et partenariats pour une communication plus efficace et impactante. Les organisateurs de l'événement espèrent aboutir à une meilleure intégration de la



Les participants lors de l'ouverture du forum/Adiac meilleure gouvernance de nos ressources au niveau local, national, sous-régional et international », a plaidé le secrétaire permanent de la Comifac, Hervé Martial Maidou.

communication environnementale dans les politiques publiques, à des actions de sensibilisation renforcées et à un engagement accru des médias dans la vulgarisation des enjeux écologiques.

Les acteurs sous-régionaux peuvent aussi compter sur l'expertise de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), une institution créée en 2005 qui regroupe onze États du bassin du Congo. La Comifac a promis de poursuivre le renforcement des capacités des membres du Réseau des communicateurs pour l'environnement et l'information en Afrique centrale (Receiac) et à les impliquer dans les communications stratégiques lors des préparations notamment des Cop. Les autorités sont appelées à doter les médias de moyens conséquents et adaptés à l'heure de l'intelligence artificielle. « C'est l'occasion de faire un plaidoyer afin que nos États puissent considérer le Receiac (à l'initiative du forum) comme un outil sous-régional pour informer-innover-agir, pour une

De l'expertise de la Comifac s'ajoute l'engagement du Pnud à accompagner la démarche des hommes des médias, du Receiac, de l'Agence panafricaine de l'information et de la communication environnementale. L'initiative mérite le soutien des pouvoirs publics, selon la ministre congolaise de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, car elle s'inscrit dans le cadre de la Contribution déterminée au niveau national liée à l'accord de Paris sur le climat. « L'implication des médias correspond aux engagements internationaux des pays de la sous-région », a salué Arlette Soudan-Nonault, lors de l'ouverture de la session technique du forum. Elle a, par ailleurs, annoncé le lancement dans quelques jours de la Radio-télévision du bassin du Congo.

Fiacre Kombo

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE  
Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com



## ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

## Passation de service des préfets à Kinkala et à Djambala

Après le décret présidentiel n° 2025-87 du 31 mars 2025 portant nomination des préfets des quinze départements du Congo, leurs passations de pouvoir s'échelonnent au fur et à mesure. Retour sur les séquences des cérémonies du 22 avril, respectivement à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, et Djambala, celui du département des Plateaux.

À Kinkala, le préfet directeur général de l'Administration du territoire, Bonsang Oko Letchaud, a présidé la cérémonie dans la salle Matsoua. Elle s'est déroulée, dans un premier temps, pour la passation de service entre Jules Monkala Tchoumou, préfet entrant du département du Pool, et le sortant, Georges Kilebe. Dans un deuxième temps, il a été question de l'installation du nouveau préfet dans son bureau du cabinet préfectoral. Une installation effectuée au nom du ministre Raymond Zéphirin Mboulou par le préfet directeur général de l'Administration du territoire. En troisième lieu, la lecture du procès-verbal et les allocutions respectives des deux préfets en présence des forces vives du département.

Une séance pour la prise de photo de famille a clôturé cette cérémonie officielle avant que tous se retrouvent pour le par-



La photo souvenir après la passation de pouvoir entre préfets à Kinkala, le mardi 22 avril 2025-DR

tage d'un verre de l'amitié à la résidence du préfet.

De son côté, la préfète, directrice générale des Collectivités locales, Jocesie Celène Oniangué, était parallèlement en charge d'une cérémonie similaire à Djambala, dans le département des Plateaux. Elle a procédé à la passation de ser-

vice entre la Préfète sortante, Alphonsine Akobe Opangana, et le préfet entrant, Jean Jacques Mouanda.

La cérémonie s'est déroulée en deux phases. La première s'est tenue à huis clos entre les trois préfets ayant abouti à la signature des registres et l'ins-

tallation du nouveau préfet. En présence des autorités locales ainsi que des corps constitués, devant un parterre d'invités, la seconde phase s'est déroulée dans la salle de conférence de la préfecture du département des Plateaux. Le secrétaire général du département a procé-

dé à la lecture du procès-verbal de passation de service suivie des prises de parole respectives de l'ancienne préfète et de son remplaçant.

Pour sa part, au nom de son ministre de tutelle, Raymond Zéphirin Mboulou, la directrice générale des Collectivités locales a rappelé et insisté sur le sens de responsabilité dont doit faire montre le préfet dans l'exercice de ses fonctions en tant que dépositaire du pouvoir au niveau départemental et en tant que représentant du gouvernement. À l'adresse du nouveau préfet, elle lui a demandé de développer l'esprit de cohésion avec ses collaborateurs et auprès de la population, surtout en cette période charnière qui s'ouvre à l'échéance électorale de 2026. Ses conseils à son égard ont porté également sur la nécessité de respecter la chose publique dans son usage.

Marie Alfred Ngoma

## AUTO-ENTREPRENEURIAT

## Le département de la Bouenza goûte aux délices de la main du « Patriarche »

Le coordonnateur général de la Génération auto-entrepreneur (GAE), Digne Elvis Tsalissan Okombi, a lancé le 20 avril à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, l'opération « Loboko ya Patriarche » en apportant de l'aide financière et des kits de travail à plus de 1000 jeunes ouvriers, aux coopératives ainsi qu'aux vendeuses dans les marchés domaniaux.

Arrivés à Madingou dans la soirée du 19 avril, Digne Elvis Tsalissan Okombi et ses équipes ont mobilisé de milliers de jeunes à travers une marche sportive partie du stade jusqu'au boulevard Denis-Sassou-N'Guesso où la cérémonie de remise de dons multiformes a pris l'allure d'un meeting populaire. Au total, plus de 200 vendeuses dans les marchés ont reçu des chèques en guise d'accompagnement de la GAE dans l'exercice de leurs activités génératrices de revenus. De même, 250 coopératives, des ouvriers et artisans évoluant dans l'électricité, la couture, la coiffure, la mécanique, la soudure et bien d'autres secteurs d'activités ont savouré les bienfaits de la main généreuse du Patriarche. Ils ont, entre autres, reçu des machines à coudre, des brouettes, des pelles, des machettes, des arrosoirs, des houes et autres instruments de travail, correspondant à leurs métiers respectifs.

Un élan de générosité qui n'a pas laissé indifférents les bénéficiaires dont certains ont estimé que leur rêve s'est transformé en réalité. « Depuis que j'ai appris le métier de mécanicien, j'éprouvais de sérieuses difficultés pour l'exercer à cause du manque de matériel. Main-

tenant que je viens de recevoir un don de la GAE, je tiens à remercier sincèrement le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, ainsi que cette dynamique qui devrait continuer sur cette lancée », a laissé entendre un des bénéficiaires.

Le coordonnateur général de la GAE a rappelé que le lancement de la dynamique « Le Patriarche » dans le département de la Bouenza est un acte consistant à soutenir le discours du président de la République. « L'opération que nous lançons dans le département de la Bouenza ne va pas s'arrêter aujourd'hui, elle va continuer dans nos quartiers, dans nos districts, et partout. Il faut que la main du Patriarche puisse entrer dans chaque maison dans le département de la Bouenza pour assister toute personne ayant besoin d'aide », a indiqué Digne Elvis Tsalissan Okombi.

## Apporter de l'aide à tout Congolais dans le besoin

Selon lui, l'objectif de cette dynamique autour du président de la République est de transmettre cette politique dans les douze départements du Congo. Le but



Digne Elvis Okombi Tsalissan poant avec des vendeuses/Adiac

ultime étant de permettre à tout le monde de se rendre compte que le pays dispose d'une jeunesse porteuse d'idées mais qui manque de soutien. « Nous avons des hommes et des jeunes qui sont dans nos villages, nos quartiers, nos districts qui ont des idées mais qui ont besoin de notre soutien. C'est pour cela que l'opération «Loboko ya Patriarche» veut aider tous ceux qui en ont besoin. Elle veut former les jeunes, apporter de l'aide aux jeunes qui ont des projets, parce qu'il faut que nous arrivions à les financer. C'est de la

sorte que nous pouvons aider l'action du président de la République que nous appelons affectueusement le Patriarche », a-t-il expliqué.

Notons que l'étape de Madingou vient après celles de Brazzaville, Dolisie, dans le Niari, et Ngo, dans les Plateaux. Après avoir mis à la disposition des usagers son centre d'appel : le 3636, la GAE passera deux jours en mai au Palais des congrès de Brazzaville pour enregistrer les associations et comités de soutien au Patriarche. La dynamique mettra ensuite le cap sur Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha ; à Oyo, dans la Cuvette;

sans oublier la capitale économique, Pointe-Noire, où Digne Elvis Tsalissan Okombi entend transformer le rond-point en place du Patriarche.

Lancée le 16 février à Brazzaville, la campagne « Loboko ya Patriarche » vise à renforcer les capacités opérationnelles des milliers de Congolais dans la formation, la dotation en outils de travail, le financement des projets et la mise en incubation, afin de les accompagner dans leur désir d'autonomisation. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Matisa affaire ».

Parfait Wilfried Douniama



# AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°002/HISWACA /25 POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFORMATICIEN

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre - série de projets n°2 (HISWACA - SOP 2) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un informaticien ».

## 2. Description des principales tâches

Placé(e) sous la responsabilité du Coordonnateur du projet HISWACA, l'informaticien apportera un appui technique à l'Unité de Gestion du Projet (UGP) sur des aspects informatiques liés au bon fonctionnement de l'UGP.

Il/elle travaillera en collaboration avec l'ensemble du personnel et les différentes parties prenantes de mise en œuvre du projet HISWACA.

De façon spécifique, l'informaticien s'acquittera des tâches suivantes :

- Créer des utilisateurs et octroyer des droits d'accès
- Faire évoluer la base de données en fonction du site dans le temps ;
- Assurer le transfert des données via le protocole FTP ;
- Faire la mise à jour du Système ;
- Faire la mise à jour des données du front office et back office sur le site web ;
- Faire la maintenance du site web ;
- Faire des sauvegardes ;
- Gérer les équipes chargées des développements techniques du site, de la mise en ligne des informations, de l'infographie ;
- Analyser les besoins du projet en informatique ;
- Assurer la gestion du parc informatique (PC, logiciels, imprimantes, Serveur, Points d'accès, Routeur) ;
- Assurer l'installation et la configuration des logiciels sur différents ordinateurs du projet ;
- Assurer de façon permanente l'entretien et la maintenance du réseau et des équipements informatiques du projet ;
- Assurer le suivi des maintenances sous traitées avec les fournisseurs ;
- Elaborer les supports d'entretien et réparation des équipements ou matériel informatique ;
- Assurer le conseil technique sur les choix du matériel informatique et des logiciels ;
- disposition d'un accès permanent d'internet de bonne qualité ;
- Donner un avis et conseil sur toutes les activités concourant à la bonne marche du projet et surtout dans le domaine informatique ;
- Adaptation du site aux différentes interfaces ;
- Administrer le LAN et WLAN
- Assister le service de passation des marchés dans la définition des spécifications techniques pour les équipements et matériel informatiques à acquérir
- Appuyer l'institut national de la statistique (INS) dans la mise en place d'un système informatique intégré.
- Etc.

## 3. Qualifications et profil du candidat

L'informaticien doit :

- Être titulaire d'un diplôme supérieur en informatique ou en multimédia (minimum BAC+3) ;
- Avoir une connaissance dans le langage de programmation web : HTML, PHP ;
- Avoir une connaissance des CMS ;
- Avoir une connaissance en Illustrator, Photoshop ;
- Avoir une expérience professionnelle de quatre (04) ans au minimum dans les langages de base de données, Systèmes des informatiques des serveurs ;
- Avoir 4 ans minimum d'expérience pertinente en gestion de l'information (intranet, application web, vlan, Cisco...) dans les Projets financés par les banques multilatérales de développement telles que la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement ;
- Avoir une maîtrise des protocoles de transfert de fichiers, des adresses IP et des serveurs ;
- Avoir une connaissance pratique des procédures de la Banque mondiale ou

autres bailleurs multilatéraux et du Système Intégré de Gestion des projets ;

- Avoir une connaissance du système statistique national serait un atout ;
- Avoir une bonne connaissance informatique des logiciels bureautiques (Word, Excel, et autres outils de communication) ;
- Avoir une bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;
- Parler et écrire couramment français.

4. La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque mondiale (version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018).

Elle se déroulera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ; (ii) une phase d'interview / test pratique des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse : Avenue Lampama, quartier Mpila, Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé, 1er étage, Immeuble de l'Institut National de la Statistique (INS) ; Tél : (+242) 06 679 68 60 / 069729586, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

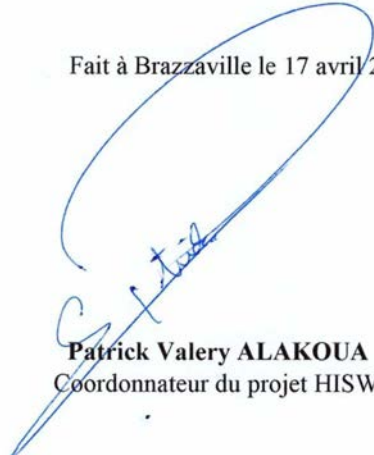
6. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et envoyées par courriel (recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org) au plus tard le 08 mai 2025 (à minuit, heure locale) avec les documents suivants : (i) la lettre de motivation ; (ii) le curriculum vitae (CV) ; (iii) les attestations ou certificats de travail ; (iii) copies du diplôme.

Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront pris en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

## NB

- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées ;
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés ;
- Les candidatures féminines sont encouragées ;
- Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

Fait à Brazzaville le 17 avril 2025

  
Patrick Valery ALAKOUA  
Coordonnateur du projet HISWACA



## LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

## Les enquêteurs aiguisent une nouvelle stratégie

Les membres des cellules de renseignements financiers (CRF) renforcent leurs capacités opérationnelles, depuis le 21 avril, à Brazzaville sur l'analyse stratégique des données. Organisée par l'organisme communautaire le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac), la formation a réuni des experts informatiques et des analystes de la sous-région.

Le blanchiment d'argent est un enjeu majeur pour les pays membres du Gabac (Cameroun, Centrafrique, Gabon, Guinée équatoriale, Congo, République démocratique du Congo et Tchad), où le développement économique, la gouvernance et la régulation financière sont freinés par la criminalité financière. Pendant cinq jours de travaux, les participants vont renforcer leurs capacités à mener l'analyse tactique, opérationnelle et stratégique. Ils vont aussi améliorer leurs connaissances du cycle de renseignement financier et démontrer leur maîtrise des principes d'une analyse des risques de blanchiment des capitaux, de financement du terrorisme... D'après le secrétaire permanent du Gabac, André Kanga, l'initiative participe des méca-



Le secrétaire permanent du Gabac (premier plan) s'adressant aux médias/Adiac

nismes de prévention et contribue à l'efficacité des dispositifs de prévention de l'infiltration des revenus criminels dans le système économique et financier légal (LBC/FT/FP), car les

CRF occupent une place centrale dans cette lutte. « Étant donné que les techniques évoluent, il est tout à fait normal que nous puissions actualiser nos connaissances.

Il faut toujours régulièrement des mises à jour et cela rentre dans le cadre de notre plan d'actions stratégiques 2025-2027, "Renforcement des capacités des personnels des CRF" que nous avons fait adopter à la réunion des ministres à Libreville, au mois de septembre 2024 », a indiqué André Kanga.

Dans la pratique, la mission de surveillance est assurée au Congo comme dans les autres États parties par les points focaux que sont les Agences nationales d'investigation financière (Anif) considérées comme des CRF. Au cours de leurs investigations, les enquêteurs de l'Anif peuvent émettre des déclarations de soupçons. En cas d'opérations suspectes, l'Anif enrichit les dossiers sous

forme des rapports adressés au procureur de la République. De son côté, le procureur déclenche l'action publique pour enrichir les dossiers. Mais peu de déclarations de soupçons débouchent sur les poursuites judiciaires et la criminalité financière continue de prospérer en Afrique centrale.

Le secrétaire permanent du Gabac plaide pour plus d'autonomie de ces Anif. Le renforcement des capacités des CRF permettra, a-t-il insisté, de mieux combattre les circuits financiers illicites, contribuant ainsi à protéger les économies locales, à réduire la corruption et à accroître les ressources disponibles pour les services publics essentiels à la population d'Afrique centrale.

Fiacre Kombo

## COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE

## Les médias appelés à encourager les comportements responsables

La représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo, Adama-Dian Barry, a souligné, le 22 avril à Brazzaville, la nécessité pour les médias d'encourager les comportements responsables, en valorisant les entreprises qui participent véritablement au paiement des services écosystémiques à travers le marché carbone, à mettre en lumière les bonnes pratiques, ainsi qu'à stimuler le débat public et la gouvernance responsable.

Adama-Dian Barry s'exprimait à l'ouverture de la journée technique du Forum sous-régional multi-acteurs sur développement de la communication et l'information environnementale dans le bassin du Congo dont la capitale congolaise abrite jusqu'au 25 avril. Placée sur le thème « La communication comme outil stratégique pour l'atteinte des objectifs de conservation et de la lutte contre le changement climatique », la première édition de ce forum regroupe, entre autres, les chargés de communication des ministères en charge de l'Environnement, les point focaux pays d'Afrique environnement plus.

Une occasion pour le Pnud, partenaire dans l'organisation de ce forum, d'inviter les participants à aller au-delà des diagnostics et des recommandations théoriques. Selon la représentante de cette agence onusienne au Congo, le forum de Brazzaville doit être un cadre d'échange constructif, mais surtout opérationnalisable. Pour ce faire, les différents acteurs doivent collectivement veiller à ce qu'il ne soit pas un forum de plus, mais bien un tournant décisif dans la manière de concevoir et de déployer la communication environnementale dans le bassin du Congo.

« En tant que Pnud, nous restons pleinement engagés à accompagner cette dynamique à travers



Les participants au forum/DR

le renforcement des capacités des communicateurs et des journalistes pour qu'ils deviennent des vecteurs crédibles d'alerte, d'influence et d'espoir ; la création de passerelles science-médias, pour que les connaissances scientifiques ne restent pas confinées aux laboratoires mais nourrissent les politiques publiques ; et l'ancrage d'une gouvernance environnementale plus inclusive et participative, dans laquelle les populations locales, les jeunes, les femmes, les peuples autochtones et les communautés scientifiques ont toute leur place », s'est engagée Adama-Dian Barry, précisant que leur

approche est résolument tournée vers la co-construction avec le secteur public et le secteur privé qui est un acteur central.

#### L'institution de la Damar, une victoire pour le Congo et l'Afrique

Elle a, par ailleurs, rappelé le devoir d'explorer des approches innovantes et de mettre l'accent sur la redevabilité. Le Pnud s'est, en effet, dit prêt à amplifier ses efforts et à catalyser les énergies dans une logique de partenariat renforcé avec l'ensemble des parties prenantes de la région. « Nous avons une responsabilité collective devant l'histoire. Le bassin

du Congo, en tant que patrimoine commun de l'humanité, ne peut attendre. Faisons de ce forum un moment fondateur d'un nouvel agenda environnemental régional, fondé sur l'action, la transparence et les résultats visibles et lisibles. Ensemble, nous pouvons ! », a-t-elle estimé.

Le Pnud est partenaire clé dans le cadre de la gouvernance environnementale car il a travaillé à appuyer la création de plateformes de concertation et de coordination multi acteurs fortes. C'est ainsi qu'il renforce les outils de contrôle public, permettant de garantir l'application des textes juridiques et politiques en matière d'environnement.

« Si vous, femmes et hommes des médias, vous joignez à cette œuvre, je crois bien que nous pourrions avoir la solution. Alors que la question du financement des actions de sauvegarde de l'environnement est au centre de toutes les réflexions », a-t-elle poursuivi, invitant les médias à jouer pleinement leur rôle dans ce combat.

Adama-Dian Barry a, enfin, salué le fait que ce forum sur l'information et l'éducation environnementale est organisé au lendemain de la déclaration faite par l'Assemblée générale des Nations unies, instituant la Décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du reboisement (Damar), dont la résolution et la stratégie ont été inspirées par la République du Congo et l'Union africaine. « Cette résolution proclame le rôle vital du couvert végétal pour la régulation du climat mondial, la préservation de la riche biodiversité et la protection des sols. En somme, il s'agit de promouvoir la restauration des écosystèmes, pour réduire le réchauffement de la planète, et vivre en paix avec la nature qui, comme nous le notons tous les jours, est perturbée et nous interpelle à sa façon à réduire notre pression économique », a-t-elle conclu.

Parfait Wilfried Douniama



## AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°001/HISWACA /25 POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) ASSISTANT(E) DE DIRECTION

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre-série de projets n°2 (HISWACA-SOP 2) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un(e) assistant(e) de direction ».

### 2. Description des principales tâches

Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet et sous la supervision du Responsable administratif financier et comptable (RAFC), l'Assistant(e) de Direction est chargé d'assister les membres de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) dans l'exécution des tâches administratives courantes suivantes :

#### Au titre de la gestion du courrier

- Réceptionner le courrier, les appels téléphoniques et en assurer le filtrage et la transmission en interne et externe ;
- tenir à jour les registres et le système de classement des courriers arrivés et départ conformément au Manuel de procédures administratives, financières et comptables ;
- saisir et mettre en forme tout le courrier sortant et soumis à la signature du Coordonnateur ;
- assurer l'expédition du courrier départ et veiller à ce que le cahier de transmission soit mis à jour ;
- dispatcher le courrier entrant en direction des intéressés, selon les instructions du Coordonnateur ou de son intérimaire.

#### Au titre de Secrétariat

- effectuer tous les travaux de secrétariat de l'UGP ;
- accueillir les visiteurs au sein de l'unité de coordination du projet ;
- gérer l'agenda du coordonnateur par la prise de rendez-vous, l'organisation des réunions, le classement des courriers professionnelles, etc... ;
- convoquer les réunions hebdomadaires de l'UGP ;
- rédiger et distribuer les comptes rendus de réunion ;
- superviser le système de traitement et de classement des rapports en provenance des bénéficiaires et des partenaires du Projet ;
- orienter les visiteurs et les consultants en séjour à l'UGP ;
- centraliser la gestion de la documentation de l'UGP.

### 3. Qualifications et Profil du candidat

L'assistant (e) de direction devra justifier des qualifications et compétences suivantes :

- Avoir un niveau d'étude : BAC + 2 en Gestion administrative ou en Secrétariat de Direction ou diplôme équivalent ;
- avoir une expérience significative d'expérience pratique à un poste similaire d'au moins cinq (05) ans ;
- avoir une expérience pratique d'assistant(e) de direction dans un projet de développement d'au moins trois (03) ans serait un atout ;
- bonne expression orale et écrite en français
- connaissance de l'anglais serait un atout ;
- capacité de rédaction des rapports et d'organisation de réunions ;
- bonne connaissance des outils informatiques (Excel, Word, Powerpoint, Publisher Internet, etc.).
- bonne capacité d'écoute, de discrétion, d'esprit d'équipe et être capable de travailler sous pression.

4. La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies

dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque mondiale (version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018). Elle se déroulera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ; (ii) une phase d'interview / test pratique des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

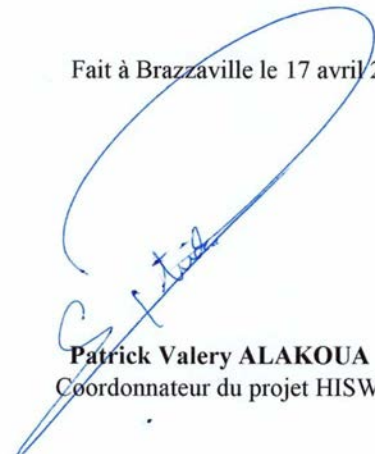
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse : Avenue Lampama, quartier Mpila, Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé, 1er étage, Immeuble de l'Institut National de la Statistique (INS); Tél: (+242) 06 679 68 60 / 069729586, E-mail : recrutementthiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

6. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et envoyées par courriel (recrutementthiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org) au plus tard le 08 mai 2025 (à minuit, heure locale) avec les documents suivants : (i) la lettre de motivation ; (ii) le curriculum vitae (CV) ; (iii) les attestations ou certificats de travail ; (iii) copies du diplôme. Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront pris en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

#### NB

- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées ;
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillants, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés ;
- Les candidatures féminines sont encouragées ;
- Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

Fait à Brazzaville le 17 avril 2025

  
**Patrick Valery ALAKOUA**  
Coordonnateur du projet HISWACA



## EXAMENS D'ETAT 2025

# 94181 candidats au baccalauréat général

« En ce jour, au baccalauréat, il y a 94181 candidats inscrits ; au Brevet d'études du premier cycle (BEPC), 124 829 et au Certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE) 136 425 », a indiqué le directeur des examens et concours de l'enseignement général, Damien Madiki, faisant le point des opérations d'inscription aux examens d'Etat.

Les effectifs des candidats aux examens d'Etat annoncés par le directeur des examens et concours peuvent connaître des modifications en hausse ou en baisse par rapport aux réclamations qui peuvent subvenir. Il y a également la direction de la lutte contre la fraude qui est impliquée dans le contrôle des listes. Elle peut, à son tour, déceler les fraudeurs et donc modifier les effectifs.

## Les dates et les épreuves

Le baccalauréat aura lieu du 17 au 20 juin. Le premier jour sera consacré à l'épreuve des mathématiques pour toutes les séries : littéraires et scientifiques. Le 18 juin, les littéraires feront les langues (français et anglais) tandis que les séries C et D passeront les épreuves des sciences physiques et anglais. L'histoire, la géographie et la deuxième langue sont au programme pour les séries A, le 19 juin au moment où les scientifiques feront les épreuves des sciences de la



Des élèves en terminale/Adiac

vie et de la terre ; l'histoire ou la géographie. Le 20 juin, dernier jour des épreuves écrites, les séries A feront la philosophie et l'éducation physique. Les candidats des séries C et D feront le français ou la philosophie.

Pour le BEPC prévu du 15 au 18 juillet, le premier jour les candidats passeront les épreuves de mathématiques, d'histoire et de géographie ; le 16 juillet, les sciences de la vie et de la terre et l'anglais ; le 17 juillet,

les sciences physiques et dictée-questions. Le 18 juillet les candidats seront aux épreuves d'expression écrite ainsi que d'éducation physique et sportive. Il convient de préciser que les épreuves du BEPC, pour la

session spéciale de Pékin en Chine, auront lieu du 10 au 13 juin. Pour le CEPE, l'oral aura lieu du 3 au 4 juin tandis que les épreuves écrites sont prévues pour le 5 du même mois.

**Rominique Makaya**

## MAISON D'ARRÊT DE BRAZZAVILLE

# La Fondation Sounga en communion avec les détenus

Placée sur le thème « Une pâques de foi, de paix, d'amour et d'espérance », la commémoration de la fête de résurrection de Jésus-Christ à la maison d'arrêt et de correction de Brazzaville a donné lieu, le 20 avril, à une eucharistie et à un don de vivres et non-vivres de la Fondation Sounga.

Le père Amour Mouzabakani de l'église Notre-Dame de l'Assomption, au cours de la messe d'action de grâce, a exhorté l'ensemble des détenus et tout le personnel présent par la résurrection de Jésus, crucifié, qui appelle à vivre dans un amour profond les uns envers les autres, en abandonnant la méchanceté. S'appuyant sur les Saintes Ecritures, notamment le livre de Jean 20 :1-9, l'officiant a estimé que c'est un « Jésus-Christ ressuscité qui nous rend visite à travers la fondation Sounga ». L'abbé Amour Mouzabakani a rappelé aux détenus que « personne n'est en prison, vous êtes dans une maison de correction pour avoir mal agi, ou du moins, vous vous trouviez au mauvais moment et au mauvais endroit. L'Etat en tant que garant des droits et libertés des citoyens a cette obligation de vous éduquer ».

Se félicitant de la réception par la direction générale de l'administration pénitentiaire, le personnel de la maison d'arrêt et de correction de Brazzaville ainsi que les détenus, la présidente de la Fondation Sounga, Danièle Sassou N'Guesso, a rappelé que l'objectif de ce geste est un soutien aux personnes incarcérées, conformément aux recommanda-



Danièle Sassou N'Guesso remettant le don/DR

tions du Seigneur qui nous invite à nous aimer les uns les autres, ainsi qu'à celles de cette organisation non gouvernementale. Elle a aussi traduit sa reconnaissance à l'aumônerie ainsi qu'à tous les ouvriers de l'éternel pour avoir célébré cette messe et disposé de leur temps pour communier tous ensemble. « Tout au long de cette semaine de Pâques, j'attendais avec impatience ce dimanche parce que pour moi, c'est le jour que Dieu sait que quand Christ va ressusciter, ressuscitera avec lui tous ceux qui étaient morts en moi. Ce message de foi, je ne souhaitais pas le garder pour moi-même.

Il était important que je puisse le porter à des personnes qui en ont peut-être plus besoin que moi. Parce qu'enfermé dans ces quatre murs, on peut se demander si parfois l'éternel nous a oubliés », a-t-elle justifié. Se référant à la Bible, Danièle Sassou N'Guesso a cité l'exemple de ce prisonnier qui, une fois sorti, s'est retrouvé mis de côté par sa famille et qui a préféré revenir en prison pour avoir son morceau de poisson et son bout de pain. « Cette parole m'a toujours interpellée, je me suis dit comment des personnes qui étaient emprisonnées, une fois cette liberté gagnée, préféreraient

répartir encore dans ce lieu de servitude rien que pour de la tomate et de la salade. C'est un Dieu de compassion qui nous pardonne avant même que nous nous soyons pardonnés nous-mêmes. Alors, même lorsque vous êtes ici et même lorsque les portes de cette prison se referment, sachez qu'il vous a déjà pardonnés parce qu'il est éternellement miséricordieux, c'est le juste juge. Il est vrai que la justice des hommes doit aller à son terme parce que nous avons péché et nous sommes tous pécheurs », a rappelé la présidente de la Fondation Sounga qui n'a pas pu

contenir son émotion. Le directeur général de l'Administration pénitentiaire, le colonel-major Jean Blaise Komo, a remercié l'aumônier national, la présidente de la Fondation Sounga et tous ce qui ont contribué à la réussite de cette activité. « Nous avons plusieurs lieux de privation de liberté : les commissariats de police, les brigades de gendarmerie, des orphelinats, mais vous avez choisi la maison d'arrêt et de correction de Brazzaville, donc le milieu carcéral, et cela nous a touchés. Je crois que ce ne sera pas la dernière fois, je prie que cette expérience puisse continuer madame la présidente. Tant que Dieu vous donnera la force, faites votre travail, veuillez remplir votre office, nous serons toujours à vos côtés. Pour évangéliser ce peuple, nous avons aussi besoin de vous », a souhaité Jean Blaise Komo. Il a précisé que le Congo dispose de dix-sept maisons d'arrêt réparties sur toute l'étendue du territoire national.

Notons que le don de la Fondation Sounga était composé de plus de 800 kits dont des sacs de riz, des bidons d'huile, des cartons de spaghetti, des serviettes hygiéniques.

**Parfait Wilfried Douniama**



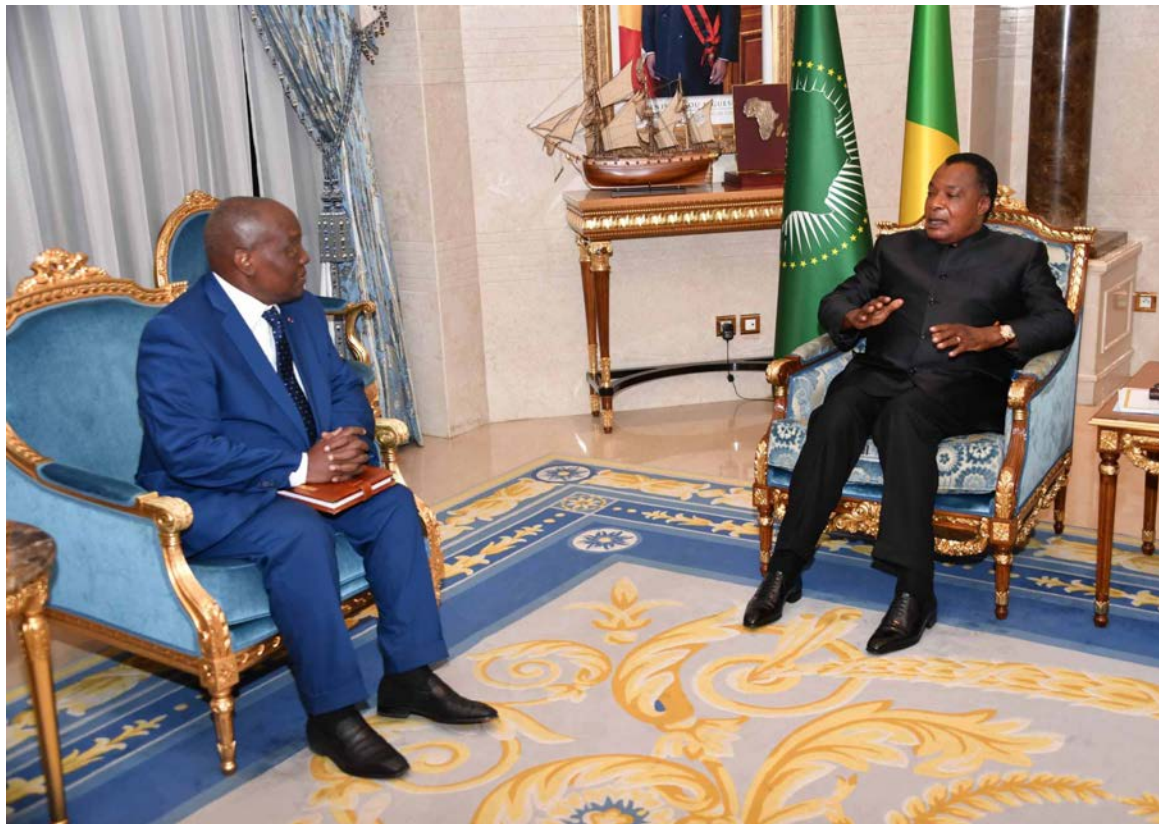
## GABAC

## Le secrétaire permanent reçu par Denis Sassou N'Guesso

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu en audience, le 23 avril à Brazzaville, le secrétaire permanent du Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac), André Kanga.

« Nous avons abordé des questions sensibles du blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Notre rôle c'est de mettre en place le dispositif de lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et la prolifération des armes à destruction massive. Nous avons comme relais dans les Etats les agences nationales d'investigation financière. Ces dernières sont sur le terrain sur le plan opérationnel. Elles traquent et nous coordonnons l'action dans les six pays y compris la République démocratique du Congo qui est membre associé », a expliqué André Kanga.

Outre les questions de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme dans la sous-région, les deux personnalités ont, entre autres, discuté du plan triennal mis en place par le Gabac visant à intensifier ses actions dans



Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, échangeant avec le secrétaire permanent du Gabac/DR

les Etats membres ; des évaluations mutuelles ; etc. « ...le Gabac évalue aussi les pays. Nous venons de terminer les

évaluations mutuelles du deuxième cycle et la sous-région se prépare pour le troisième cycle... Le Congo entrera en

jeu en 2028 pour l'évaluation du troisième cycle. Il faut que le pays commence déjà à se préparer. Les Etats font beau-

coup d'effort et contribuent à notre budget pour le fonctionnement. Nous voudrions donc plus d'actions afin que les résultats soient visibles et palpables au niveau de tous les Etats. C'est pour cela que nous avons mis en place un plan de priorité stratégique qui va de 2025 à 2027 », a fait savoir André Kanga.

La question de la formation des cadres a également meublé les échanges entre Denis Sassou N'Guesso et André Kanga. D'après le secrétaire permanent du Gabac, son institution va former les magistrats, les officiers de police judiciaire et le personnel des agences d'investigation financières. Ce, dans le but d'améliorer la capacité opérationnelle de toute la chaîne de lutte contre le blanchiment. « Nous allons changer la compréhension de ce phénomène qui n'est pas bon pour nos états », a-t-il conclu.

Gloria Imelda Lossele

## ENREGISTREMENT DES SINISTRÉS DES DERNIÈRES PLUIES À KINSHASA

## L'opération suspendue jusqu'à nouvel ordre

La réunion de coordination sur la situation sanitaire et humanitaire en République démocratique du Congo, tenue récemment au cabinet du ministre de la Santé, Hygiène et Prévoyance sociale, a fait état de la suspension temporaire des enregistrements des sinistrés des pluies diluviennes qui se sont abattues il y a quelques semaines à Kinshasa, hébergés au stade des Martyrs. Cette suspension est motivée par la capacité d'accueil insuffisante du site.

La délocalisation des sinistrés hébergés dans les installations de l'Institut Lumumba, dans la commune de Limete, se poursuit néanmoins. Ils sont réinstallés au stade municipal de Bandal. En outre, l'opération de numérisation des données des sinistrés est en cours dans les

sites d'hébergement à Kinshasa, avec l'appui de l'ANICNS. Quatre provinces ont été fortement touchées par des inondations, à savoir la Tshopo, le Tanganyika, le Kongo-Central et Kinshasa. Au cours de la même réunion, une alerte concernant l'anthrax a été signalée dans la

région du parc de Virunga et du lac Édouard, au Nord-Kivu, depuis le 22 mars. S'agissant des animaux, deux hippopotames et un buffle ont été retrouvés en détresse, et quatre vaches dont deux carcasses signalées en Ouganda, au parc Queen Elizabeth, ainsi

que les carcasses de cinquante hippopotames et deux buffles ont été découvertes. En ce qui concerne les humains, huit cas suspects ont été identifiés, avec un décès rapporté dans la zone de santé de Lubero qui a totalisé cinq cas et la zone de santé de Binza trois cas, en lien avec l'AFC/M23.

Pour ce qui est de l'épidémie de mpox, il a été noté la reprise de la vaccination ciblée autour des cas dans les zones de santé de Lingwala et de Nsele, avec le soutien de l'Unicef. Quant à l'évolution de la situation épidémiologique à la semaine 15, elle se présente comme suit: les cas suspects 2 044 (cumul de 98 642); les décès suspects 17 (cumul de 1 754, létalité de 0,83 %); cas confirmés 223 (cumul de 19 910); cas positifs à 42,48 %; vaccinés avec la première dose : cumul de 521 048 (113 232 + 407 816).

Concernant la situation à Kinshasa lors de cette semaine, une patiente de 30 ans arrivée à un stade sévère est décédée au dixième jour d'hospitalisation en raison d'un choc septique lié

à une grossesse non évolutive estimée à vingt-six semaines d'aménorrhée. Un enfant de 5 ans est également décédé au quinzième jour d'hospitalisation en raison de diarrhées aiguës. Pour la semaine 16, un cas confirmé d'un homme de 37 ans, admis dans un état critique, est décédé le premier jour d'hospitalisation d'un syndrome de détresse respiratoire aiguë. Le taux moyen d'occupation des lits est de 51 %, avec 118 patients pour 227 lits (dont 94 cas confirmés et 2 co-infections Mpox-VIH).

En ce qui est de l'épidémie de choléra dans la province de la Tshopo, il faut relever qu'au cours de la semaine 16, soixante-dix-huit cas ont été rapportés, avec deux décès (létalité de 3 %). En cumul de la semaine 9 à la semaine 16, 627 cas suspects ont été notifiés, entraînant 56 décès, soit un taux de létalité de 9 %. Six zones de santé ont été touchées : Lowa, Makiso-Kisangani, Opla, Ubundu, Wanierukula et Yakusu.

Blandine Lusimana



Une vue des participants à la réunion de coordination/Adiac



## SNÉL

## Des équipements de modernisation du réseau de distribution électrique

Dans le cadre de la modernisation de son réseau et la lutte contre les délestages et autres coupures de l'électricité à Kinshasa, la Société nationale d'électricité (Snél) vient de se doter des équipements neufs.

Fidèle à son engagement en faveur d'une gouvernance axée sur la planification et la redevabilité, tel que souligné dans son discours de fin d'année, le directeur général de la Snél SA, Fabrice Lusinde, vient de franchir une nouvelle étape dans le programme de modernisation du réseau de distribution électrique de Kinshasa. Dans un contexte marqué par la vétusté des infrastructures, les raccordements frauduleux et les délestages récurrents, la Snél SA redouble d'efforts pour améliorer la fiabilité et la sécurité de la desserte en électricité.

À cet effet, l'entreprise vient de réceptionner une série de nouveaux matériels et équipements techniques destinés à renforcer la capacité et la résilience du réseau électrique de la capitale. Parmi les acquisitions notables figurent : un groupe électrogène de 1000 KVA et des UPS récupérés dans les anciens sites présidentiels par la société Sogear ; 59 transformateurs, dont 20 unités de 20/0,4 KV – 630 KVA, 20 uni-



Vue des nouveaux équipements de la Snél/Adiac

tés de 6,6/0,4 KV – 630 KVA; une unité de 30/20 KV – 15 MVA; une unité de 30/6,6 KV – 15 MVA; 15

transformateurs de courant (TI) de 30 kV; 2 TI de neutre ; 5 armoires de redresseurs.

Ces équipements, acquis sur fonds propres, témoignent de la volonté affirmée de la direc-

tion générale de la Snél SA de faire face aux défis structurels du réseau national, malgré une conjoncture économique difficile. Ils permettront le remplacement progressif des infrastructures obsolètes et la sécurisation de l'approvisionnement en électricité dans plusieurs zones critiques de Kinshasa. Dans le cadre logistique de cette opération, le directeur général, Fabrice Lusinde, a sollicité la mise à disposition en urgence de deux emplacements d'entreposage au sein du MCL, afin d'assurer une gestion efficace et sécurisée de ces matériels.

En inscrivant l'année 2025 sous le sceau de la rigueur, de la planification stratégique et de la redevabilité, la Snél réaffirme sa mission de service public et sa volonté d'offrir à la population un réseau électrique moderne, fiable et durable. Cette nouvelle acquisition constitue une preuve tangible de la transformation en cours au sein de l'entreprise.

Martin Enjimo

## JUSTICE

## Un train de mesures contraignantes pris contre Joseph Kabila

Depuis qu'il a annoncé son retour en République démocratique du Congo par la ville de Goma, l'ex-président Joseph Kabila est dans le collimateur des services de sécurité qui le chargent d'être en intelligence avec la rébellion du M23/AFC.

Alors que sa présence dans le chef lieu du Nord-Kivu demeure toujours incertaine au regard de la controverse suscitée autour, le gouvernement Suminwa est vite passé à l'offensive. Un train de mesures contraignantes vient, en effet, d'être pris à l'encontre du sénateur à vie. La dernière en date, prise le 19 avril, porte sur la suspension de sa formation politique, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), par le ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Affaires coutumières.

Le parti de Joseph Kabila ainsi que la plateforme politique à laquelle il est affilié, en l'occurrence le Front commun pour le Congo, ne pourront plus exercer leurs activités sur toute l'étendue du territoire national. Auparavant, le ministre de la Justice et Garde des sceaux, Constant Mutamba, avait donné injonction à l'auditeur général des Forces armées de la République démocratique du Congo ainsi qu'au procureur général près la Cour de cassation d'engager des poursuites judiciaires contre l'ex-président.

Comme si cela ne suffisait pas, l'autorité judiciaire, dans le même temps, a menacé de saisir tous les biens meubles et immeubles de Joseph Kabila disséminés à travers la République. Entre-temps, d'autres mesures, cette fois-ci de restriction de mouvement, ont été prises à l'encontre des proches collaborateurs de l'ancien chef d'État. Soupçonnés de collusion avec l'ennemi, ils sont dorénavant placés sous haute surveillance et astreints à rester au pays pour besoin d'enquête. C'est donc toute la machine judiciaire qui s'est déployée contre le sénateur à vie soupçonné de préparer un coup de force contre les institutions en place. Le gouvernement dit disposer de toutes les preuves attestant le rapprochement de l'ancien président avec le M23/AFC qui serait son émanation aux fins de déstabilisation des institutions. Du côté des «Kabilistes», l'on dénonce un acharnement, ou mieux une intimidation à l'endroit de leur autorité morale afin de l'exclure du jeu politique.

Quant à la suspension du PPRD, une action a été amorcée auprès du Premier ministre, ministre de l'Intérieur, l'invitant à surseoir sa décision qui, selon les requérants, ne reposerait sur aucune preuve probante. Les proKabila dénoncent, par ailleurs, un abus de pouvoir et un détournement des prérogatives à des fins de musèlement et d'intimidation d'un parti républicain.

Sylvain Andema

## DÉTOURNEMENT DES FONDS ALLOUÉS AU DÉVELOPPEMENT DE MUANDA

## La Cosoc-LCC préoccupée par la situation

La Coordination des organisations de la société civile engagées dans la lutte contre la corruption (Cosoc-LCC) a exprimé son mécontentement face à la mauvaise gestion des fonds alloués par l'Etat au développement de la cité de Muanda, dans le Kongo-Central.

L'allocation allouée, selon la Cosoc-LCC dans son communiqué du 21 avril, est de l'ordre de 10 millions de dollars américains (USD). « La Coordination des organisations de la société civile engagées dans la lutte contre la corruption (Cosoc-LCC) exprime sa profonde préoccupation suite aux conclusions du rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) concernant la mégestion des fonds alloués au développement du territoire de Muanda, d'un montant de 10 000 000 USD, mis à la disposition de la Commission de gestion des fonds Muanda (CGFM) », a indiqué la Cosoc-LCC.

Elle fustige le fait que ce rapport, daté du 17 décembre 2024 et publié depuis le 4 février de l'année en cours, « qui épingle pourtant des indices des graves irrégularités dans la gestion de ces fonds, n'ait pas encore fait publiquement l'objet d'une quelconque poursuite judiciaire ».

Pour la Cosoc-LCC, en effet, la CGFM, structure à laquelle a été confiée la gestion desdits fonds, a été créée irrégulièrement. Et comme si cela ne suffisait pas, elle a octroyé des marchés en violation de la loi n°10/010 du 27 avril 2010 relative aux marchés publics. « 70% des fonds dépensés ont été détournés de leurs destina-

tions initiales. Les projets préfinancés à 100% sont inachevés à ce jour ; des dépenses supérieures à 10 000 USD, totalisant 3 067 331 USD, ont été payées en espèces ; plus de 520 000 USD ont été dépensés pour des motifs difficilement justifiables et 900 000 USD ont été utilisés au titre des frais de fonctionnement, de juillet 2022 à décembre 2023 sans aucun justificatif », a relevé Cosoc-LCC. Elle salue le travail de contrôle de l'IGF dans la gestion des finances publiques et l'appelle à l'application immédiate des recommandations qu'elle a formulées dans son rapport. La Cosoc-LCC demande la poursuite par l'IGF du contrôle général des fonds alloués au développement communautaire dans toutes les zones d'exploitation des ressources naturelles, afin d'identifier d'éventuels cas similaires de mauvaise gestion. La mobilisation pacifique de la population du territoire de Muanda est sollicitée pour exiger la finalisation des projets inachevés et la réalisation des infrastructures initialement prévues. Il s'agit, selon le Cosoc-LCC, de l'université et de l'hôpital.

Dans le cadre de sa mission de contrôle, rappelle-t-on, l'IGF a enquêté l'année dernière sur la gestion des fonds destinés au développement communautaire dans cette cité de Muanda.

Lucien Dianzenza





MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITÉ  
ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES (PSIPJ)

UNITÉ DE GESTION DU PROJET

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS  
AMI N° 07/MASSAH/PSIPJ-UGP/2025  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN COMPTABLE DU FINANCEMENT ADDITIONNEL DU PSIPJ**

**I. Contexte**

Dans le souci d'atténuer les risques du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, le Gouvernement a négocié et obtenu en auprès de l'Association Internationale de Développement, Groupe Banque mondiale, en juillet 2020, un financement initial de 50 millions USD pour le Projet Lisungi de Réponse d'Urgence à la COVID-19 (PLRUC). Puis, en juin 2022, le Gouvernement a obtenu, pour le même projet, un financement additionnel d'un montant de 83 millions USD. Le PLRUC est placé sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH). En mars 2024, le projet PLRUC a changé de nom et se dénomme désormais « Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) ».

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSIPJ, il est prévu le recrutement d'un Comptable du financement additionnel du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes.

**II. Description des tâches**

Le comptable mettra en œuvre les tâches suivantes du projet au titre du financement additionnel :

- a) En matière d'administration comptable
- Préparer les liasses comptables et financières ;
  - Recueillir et classer les relevés bancaires ;
  - Valider les états et bulletins de paie du personnel du projet ;
  - Contrôler la régularité des justificatifs des missions de terrain ;
  - Contribuer à la préparation des missions d'audit interne et externe ;
  - Superviser l'archivage des documents administratifs et financiers du projet ;
  - Assister les auditeurs internes et externes et les équipes de la Banque mondiale lors des missions d'audit ou de supervision.
- b) En matière de gestion financière et budgétaire
- Préparer les Demandes de Retrait de Fonds (DRF) et les Demandes de Paiement Direct (DPD) ;
  - Analyser les rapports financiers transmis par les bénéficiaires des fonds du projet ;
  - Assister le RAFC dans l'analyse des demandes de réapprovisionnement ;
  - Contribuer à l'élaboration du Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTBA) ;
  - Assister le RAFC dans le suivi de l'exécution budgétaire globale (consolidé et par site décentralisé) à travers la matrice d'exécution budgétaire mise en place.
- c) En matière de comptabilité
- Préparer les pré-imputations comptables ;
  - Etablir les états de rapprochements bancaires ;
  - Traiter les factures ;
  - Assurer l'exactitude des documents financiers ainsi que leur conformité avec les lois et règlements ;
  - Vérifier la régularité des comptes en les analysant et en contrôlant notamment les pièces comptables et les flux financiers ;
  - Faire la saisie des pièces comptables dans le logiciel ;
  - Assurer l'archivage, la sauvegarde, le classement des documents et supports comptables ;
  - Assurer le suivi des comptes fournisseurs (avances de démarrage, retenues de garantie, dettes, etc.) ;

- Respecter et veiller au respect du mécanisme et des procédures de mise à disposition de fonds et paiements digitaux mis en place au sein du Projet ;
- Veiller à la centralisation de toutes les pièces justificatives provenant des démembrements du projet ;
- Effectuer le suivi des décaissements conformément aux contrats, marchés et autres ;
- Contrôler ou exécuter les bons de règlement et les moyens de paiement avant signature ;
- Contrôler et produire les documents financiers (journaux et livres comptables) et une comptabilité détaillée pour chaque catégorie de coûts, activités ;
- Contrôler l'éligibilité des dépenses et la régularité des supports justificatifs avant comptabilisation ;
- Préparer les tableaux financiers du RSF à partir du système de gestion financière et comptable ;
- Etablir les états financiers consolidés en vue des audits externes et des revues de la Banque mondiale ;
- Participer aux inventaires périodiques de fin d'exercice ;
- Participer à la rédaction des rapports d'activités ;
- Etablir les rapports de comptabilité mensuels, trimestriels et annuels du projet contenant :
  - L'état de suivi des contrats, des décaissements, les états relatifs aux apurements des fonds extérieurs sur la base des DRF et des avances de fonds ;
  - Le RSF, les déclarations des charges salariales ;
  - Les états financiers.
- d) En matière de gestion de la trésorerie
  - Assister le RAFC dans l'élaboration des plans prévisionnels de trésorerie (décaissements) ;
  - Suivre les soldes des comptes bancaires (UGP) et s'assurer de la fiabilité et la sincérité des opérations réalisées dans ces comptes ;
  - Mettre en place un tableau de bord pour le suivi du respect des délais de paiement ;
  - Suivre et gérer tous les dossiers relatifs aux banques ;
  - Etablir les états relatifs aux apurements des fonds extérieurs sur la base des DRF ;
  - Participer à l'arrêté des comptes trimestriels et annuels et à l'élaboration des états financiers trimestriels et annuels du Projet, conformément aux normes comptables admises et aux règles de présentation de la Banque mondiale.
- e) En matière de gestion du patrimoine
  - Participer à la réception et suivre les acquisitions ;
  - Assister le RAFC dans le suivi des biens immobiliers et mobiliers mis à la disposition de l'UGP ;
  - S'assurer du traitement comptable des stocks ;
  - Participer aux inventaires périodiques des stocks et des immobilisations ;
  - Tenir à jour le fichier des immobilisations (entrées, sorties, affectations, cession).

Le Comptable du financement additionnel peut assurer toute autre tâche, à la demande du Coordonnateur ou du RAFC.

**III. Qualifications et Profil du Candidat**

**Le comptable du financement additionnel devra présenter le profil suivant :**

- Être titulaire d'un diplôme supérieur d'au moins BAC + 3 en comptabilité, gestion financière, gestion des administrations ou diplôme équivalent ;
- Avoir acquis au cours des trois dernières années, une expérience professionnelle récente pertinente (deux ans) en gestion administrative et financière dans un cabinet comptable, un cabinet d'audit, une entreprise, une administration publique ou des projets de développement ;
- Cette expérience professionnelle pertinente acquise dans un projet financé par des partenaires autres que la Banque mondiale est un atout considérable ;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique courant : World, Excel, Internet, Powerpoint, etc. ;
- Avoir une bonne maîtrise des logiciels de comptabilité (type TOM2PRO, Sage compta ou autre) ;
- Posséder des qualités de communication, d'information et de restitution (capacité rédactionnelle et d'analyse des données comptables et financières) ;
- Avoir un esprit d'analyse et de synthèse, dynamique et méthodique, capable de travailler en équipe et sous pression ;
- Être de bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;
- Être formé au SYCEBNL serait un prérequis au recrutement ;
- Avoir une connaissance pratique des procédures comptables et de gestion financière des bailleurs multilatéraux et du Système Intégré de Gestion des projets serait un atout ;
- Avoir une excellente maîtrise écrite et orale du français ;
- Avoir une bonne maîtrise écrite et orale de l'anglais serait un atout.

Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.

Les candidatures des personnes ayant travaillé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale dans lequel ont été relevées des dépenses inéligibles ou questionnables, sont désavantagées.

Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion d'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés, de même que les candidats ayant travaillé dans des projets clôturés mais qui n'ont pas encore rempli tous les engagements de gestion financière (rapports d'audit de clôture, RSF, documentation des comptes désignés).

**IV. Durée et lieu de la mission**

**La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la date de signature du contrat.**

**Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction des résultats obtenus.**

Une période probatoire de six (06) mois sera accordée au comptable du financement additionnel, au cours de laquelle le candidat devra produire la comptabilité du projet et les états financiers révisés, ainsi que toute la documentation des activités et dépenses engagées par le projet depuis le démarrage. L'évaluation de ses performances au cours de cette période conditionnera sa confirmation au poste, après avis favorable de la Banque.

Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo. Le Comptable résidera à Brazzaville, mais il est appelé au besoin à se déplacer dans toutes les zones d'exécution du projet.

**V. Dossier de candidature**

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

**VI. Méthode de sélection**

La méthode de sélection retenue pour le recrutement du Coordonnateur de l'UGP du Programme TRESOR est la mise en concurrence ouverte appliquée au Personnel d'appui à la mise en œuvre des projets, conformément aux clauses 7.22 et 7.36 (Pages 53 et 56) du Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le FPI de la banque mondiale de juillet 2016, révisée en septembre 2023.

Les dossiers de candidature devront être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original ou envoyées par voie électronique aux adresses ci-dessous au plus tard le 5 mai 2025 à 16h 00, à l'attention du Coordonnateur du projet PSIPJ et porter clairement la mention « Candidature au poste de Comptable du financement additionnel du PSIPJ »

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Unité de Gestion.  
Adresse : Foret patte d'oie, derrière le tennis club, ex-siège du projet Lisungi, Brazzaville.

**Adresse électronique : [contact@psipj.com](mailto:contact@psipj.com)**

**Fait à Brazzaville, le 18 avril 2025**

**Le Coordonnateur,  
Antoine Regis NGAKEGNI**



## SEMAINE DE LA SCIENCE ET DES TECHNOLOGIES

## La douzième édition se déroule dans des écoles

La douzième édition de la Semaine de la science et des technologies a été officiellement lancée le 21 avril, à Kinshasa, sur le thème « Imagine demain ». Elle est organisée par le ministère de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté (EDU-NC), en partenariat avec l'association à but non lucratif Investing in people.

« Depuis 2014, cette semaine est devenue un rendez-vous incontournable pour faire vivre la science au cœur de notre société. Elle est une fenêtre ouverte sur la curiosité et l'innovation, mais aussi sur l'espoir. L'espoir que nos enfants, nos jeunes filles et garçons trouvent dans les sciences des raisons de rêver et des outils pour bâtir un avenir meilleur », a indiqué la ministre d'Etat, ministre de l'EDU-NC, Raïssa Malu.

Le thème de cette 12<sup>e</sup> édition, « Imagine demain : science et société », invite à réfléchir collectivement aux liens entre savoirs scientifiques et enjeux sociaux, à l'heure où le pays, le continent et le monde sont confrontés à des défis majeurs, mais aussi porteurs d'opportunités, a relevé la ministre d'Etat. « En lien avec l'Exposition universelle 2025 à Osaka, au Japon, la République démocratique du Congo affirme sa volonté de participer pleinement à la dynamique mondiale de transformation portée par la science. Car, nous croyons que la science ne doit pas être réservée à une élite, mais partagée, vulgarisée, vécue dans toutes nos écoles, dans toutes nos communautés. C'est pourquoi cette année, la Semaine de la science et des technologies adopte une



Première journée de la 12<sup>e</sup> édition de la Semaine de la science et des technologies/Adiac

formule hybride : d'une part, des animations scientifiques décentralisées sont organisées durant tout le mois d'avril dans les provinces, grâce à l'implication remarquable du Réseau des catalyseurs ; d'autre part, une semaine d'activités principales à Kinshasa débute ce 21 avril avec des animations scolaires, des conférences, des expositions et une cérémonie de clôture prévue le 24 », a poursuivi Raïssa Malu.

« Nous voulons que chaque enfant, chaque élève, chaque enseignant en RDC puisse dire : « La science est aussi pour moi ». Nous voulons que les jeunes filles voient dans les sciences un espace légitime pour leur créativité, leur ambition et leur voix. Nous voulons que les savoirs africains dialoguent avec les in-

novations contemporaines, dans un esprit d'ouverture et de responsabilité collective », a ajouté la ministre d'Etat, ministre de l'EDU-NC. Elle a salué différents partenaires qui apportent leur soutien à la Semaine de la Science et des technologies, émettant le voeu que cette édition soit une fête de l'intelligence et du partage.

La directrice de la Semaine de la science et des technologies, Dora Muanda Kembadio, a conduit des animations scientifiques à l'ouverture de cette session au siège d'Investing in People, autour de vingt-cinq ateliers différents et inédits, en lien avec le thème. Des activités axées sur l'Intelligence artificielle, la densité de l'eau, l'écologie, la protection du patrimoine, les énergies vertes, l'enseignement du futur (avec des casques des réalités

virtuelles, etc.). Cette année, la Semaine de la science et des technologies sera itinérante et se déroulera dans quelques écoles de la capitale où se tiendront des ateliers au sujet des domaines de la science, avec la participation des jeunes passionnés. Pendant trois jours, ceux-ci prendront part à des animations scientifiques vues comme « les dé-clics qui inspirent demain ».

#### Inédit, le déplacement de la science vers des écoles

Selon Dora Muanda Kembadio, différents formateurs seront déployés à travers les provinces éducationnelles à Kinshasa durant la session. « C'est la science qui se déplace vers trente écoles sélectionnées. Ce que nous faisons est important, nous sommes en train de former des jeunes qui sont dans

des filières scientifiques à la médiation scientifique qui est l'art de transformer un contenu scientifique pour le rendre accessible à n'importe quel public. C'est un maillon très important dans la qualité de l'enseignement, dans la transmission et même la construction des savoirs avec les élèves », a-t-elle dit. Car, il ne s'agit pas d'être seulement expert dans une matière, mais de trouver des techniques pour rendre une matière compliquée ou difficile accessible, amusante pour n'importe quel public, surtout dans les écoles. « Nous entraînons nos jeunes à la médiation scientifique, un maillon essentiel pour apprendre à vulgariser, pour que nos jeunes à l'école puissent apprendre en s'amusant, et c'est notre bataille à la Semaine de la Science et des technologies », a signifié la directrice de la Semaine de la science et des technologies. Elle n'a pas manqué de remercier vivement des volontaires pour leur participation avec engagement et énergie en prenant activement part à cette souzième édition de la Semaine de la science et des technologies qui se déroule sous une nouvelle formule, la science se déplace dans les écoles pour faire participer les élèves à des activités scientifiques.

**Martin Enyimo**



#### Avis d'Appel d'Offres No. Congo BU\_25\_RFGS\_311827

##### Duplication des supports de collecte des données communautaires

Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops (CRS – USCCB) est une organisation à but non lucratif, constituée en vertu des lois du District de Columbia, États-Unis, ayant son principal siège au 228 W. Lexington Street, Baltimore, Maryland 21201, États-Unis, opérant en République du Congo avec un protocole d'accord signé en Octobre 2018 avec le Gouvernement de la République du Congo. Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention GC7 2024 – 2026, il est prévu la duplication des supports de collecte des données communautaires en Noir et Blanc, format A4 80gsm dans 12 départements (Brazzaville, Lekoumou, Plateaux, Pool, Sangha, Cuvette-Ouest, Likouala, Cuvette Centrale, Niari, Kouilou, Pointe-Noire et Bouenza) tel que détaillée ci-dessous :

Document	Nombre de documents à dupliquer	Nombre total de pages à produire
Lot 1 - Brazzaville	19	1 340 448
Lot 2 - Lekoumou	16	280 704
Lot 3 - Plateaux	19	754 008
Lot 4 - Pool	16	1 131 288
Lot 5 - Sangha	19	325 008
Lot 6 - Cuvette-Ouest	16	294 504
Lot 7 - Likouala	19	536 016
Lot 8 - Cuvette Centrale	16	593 136
Lot 9 - Niari	16	816 960
Lot 10 - Kouilou	16	348 768
Lot 11 - Pointe-Noire	19	1 122 048
Lot 12 - Bouenza	16	683 232

Les détails complets sont mentionnés dans le dossier d'appel d'offre que les candidats souhaitant prendre part à ce marché peuvent demander par mail à l'adresse [grace.mouzabakani@crs.org](mailto:grace.mouzabakani@crs.org) copie [bidcg@crs.org](mailto:bidcg@crs.org). Au cas où CRS n'aurait pas répondu après un délai de 24h, les candidats peuvent contacter le 05 699 78 39.

#### Conditions du marché :

- Lieux de livraison : Les Directions Départementales des Soins et Services de Santé (DDSSSa)
- Modalités de paiement : 100% après livraison
- Type de paiement : Virement Bancaire

Les soumissions doivent être envoyées par mail à l'adresse électronique [bidcg@crs.org](mailto:bidcg@crs.org) ou être déposées physiquement au bureau de CRS, au 4<sup>e</sup> étage de l'hôtel ACERAC, Impasse bayardelle **au plus tard le 15 mai 2025 à 17h00**, heure de Brazzaville.

#### CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Pioula Mélanie.

Je désire être appelée désormais Amélia Piula Chilongo Pereira.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.



## ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE





MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITÉ  
ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES (PSIPJ)

UNITÉ DE GESTION DU PROJET

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS  
AMI N° 08/MASSAH/PSIPJ-UGP/2025  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN COMPTABLE DU FINANCEMENT INITIAL DU PSIPJ**

**I. Contexte**

Dans le souci d'atténuer les risques du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, le Gouvernement a négocié et obtenu en auprès de l'Association Internationale de Développement, Groupe Banque mondiale, en juillet 2020, un financement initial de 50 millions USD pour le Projet Lisungi de Réponse d'Urgence à la COVID-19 (PLRUC). Puis, en juin 2022, le Gouvernement a obtenu, pour le même projet, un financement additionnel d'un montant de 83 millions USD. Le PLRUC est placé sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH). En mars 2024, le projet PLRUC a changé de nom et se dénomme désormais « Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) ».

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSIPJ, il est prévu le recrutement d'un Comptable du financement initial du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes.

**II. Description des tâches**

**Le comptable mettra en œuvre les tâches suivantes du projet au titre du financement initial :**

- a) En matière d'administration comptable
- Préparer les liasses comptables et financières;
  - Recueillir et classer les relevés bancaires;
  - Valider les états et bulletins de paie du personnel du projet;
  - Contrôler la régularité des justificatifs des missions de terrain;
  - Contribuer à la préparation des missions d'audit interne et externe;
  - Superviser l'archivage des documents administratifs et financiers du projet;
  - Assister les auditeurs internes et externes et les équipes de la Banque mondiale lors des missions d'audit ou de supervision.
- b) En matière de gestion financière et budgétaire
- Préparer les Demandes de Retrait de Fonds (DRF) et les Demandes de Paiement Direct (DPD);
  - Analyser les rapports financiers transmis par les bénéficiaires des fonds du projet;
  - Assister le RAFC dans l'analyse des demandes de réapprovisionnement;
  - Contribuer à l'élaboration du Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTBA);
  - Assister le RAFC dans le suivi de l'exécution budgétaire globale (consolidé et par site décentralisé) à travers la matrice d'exécution budgétaire mise en place.
- c) En matière de comptabilité
- Préparer les pré-imputations comptables;
  - Établir les états de rapprochements bancaires;
  - Traiter les factures;
  - Assurer l'exactitude des documents financiers ainsi que leur conformité avec les lois et règlements;
  - Vérifier la régularité des comptes en les analysant et en contrôlant notamment les pièces comptables et les flux financiers;
  - Faire la saisie des pièces comptables dans le logiciel;
  - Assurer l'archivage, la sauvegarde, le classement des documents et supports comptables;
  - Assurer le suivi des comptes fournisseurs (avances de démarrage, retenues de garantie,

dettes, etc.);

- Respecter et veiller au respect du mécanisme et des procédures de mise à disposition de fonds et paiements digitaux mis en place au sein du Projet;
- Veiller à la centralisation de toutes les pièces justificatives provenant des démembrements du projet;
- Effectuer le suivi des décaissements conformément aux contrats, marchés et autres;
- Contrôler ou exécuter les bons de règlement et les moyens de paiement avant signature;
- Contrôler et produire les documents financiers (journaux et livres comptables) et une comptabilité détaillée pour chaque catégorie de coûts, activités;
- Contrôler l'éligibilité des dépenses et la régularité des supports justificatifs avant comptabilisation;
- Préparer les tableaux financiers du RSF à partir du système de gestion financière et comptable;
- Établir les états financiers consolidés en vue des audits externes et des revues de la Banque mondiale;
- Participer aux inventaires périodiques de fin d'exercice;
- Participer à la rédaction des rapports d'activités;
- Établir les rapports de comptabilité mensuels, trimestriels et annuels du projet contenant :
  - L'état de suivi des contrats, des décaissements, les états relatifs aux apurements des fonds extérieurs sur la base des DRF et des avances de fonds;
  - Le RSF, les déclarations des charges salariales;
  - Les états financiers.

d) En matière de gestion de la trésorerie

- Assister le RAFC dans l'élaboration des plans prévisionnels de trésorerie (décaissements);
- Suivre les soldes des comptes bancaires (UGP) et s'assurer de la fiabilité et la sincérité des opérations réalisées dans ces comptes;
- Mettre en place un tableau de bord pour le suivi du respect des délais de paiement;
- Suivre et gérer tous les dossiers relatifs aux banques;
- Établir les états relatifs aux apurements des fonds extérieurs sur la base des DRF;
- Participer à l'arrêté des comptes trimestriels et annuels et à l'élaboration des états financiers trimestriels et annuels du Projet, conformément aux normes comptables admises et aux règles de présentation de la Banque mondiale.

e) En matière de gestion du patrimoine

- Participer à la réception et suivre les acquisitions;
  - Assister le RAFC dans le suivi des biens immobiliers et mobiliers mis à la disposition de l'UGP;
  - S'assurer du traitement comptable des stocks;
  - Participer aux inventaires périodiques des stocks et des immobilisations;
  - Tenir à jour le fichier des immobilisations (entrées, sorties, affectations, cession).
- Le Comptable du financement initial peut assurer toute autre tâche, à la demande du Coordonnateur ou du RAFC.

**III. Qualifications et Profil du Candidat**

**Le comptable du financement initial devra présenter le profil suivant :**

- Être titulaire d'un diplôme supérieur d'au moins BAC + 3 en comptabilité, gestion financière, gestion des administrations ou diplôme équivalent;
- Avoir acquis au cours des trois dernières années, une expérience professionnelle récente pertinente (deux ans) en gestion administrative et financière dans un cabinet comptable, un cabinet d'audit, une entreprise, une administration publique ou des projets de développement;
- Cette expérience professionnelle pertinente acquise dans un projet financé par des partenaires autres que la Banque mondiale est un atout considérable;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique courant : World, Excel, Internet, Powerpoint, etc.;
- Avoir une bonne maîtrise des logiciels de comptabilité (type TOM2PRO, Sage compta ou autre);
- Posséder des qualités de communication, d'information et de restitution (capacité rédactionnelle et d'analyse des données comptables et financières);
- Avoir un esprit d'analyse et de synthèse, dynamique et méthodique, capable de travailler en équipe et sous pression;
- Être de bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel;
- Être formé au SYCEBNL serait un prérequis au recrutement;
- Avoir une connaissance pratique des procédures comptables et de gestion financière des bailleurs multilatéraux et du Système Intégré de Gestion des projets serait un atout;
- Avoir une excellente maîtrise écrite et orale du français;
- Avoir une bonne maîtrise écrite et orale de l'anglais serait un atout.

Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.

Les candidatures des personnes ayant travaillé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale dans lequel ont été relevées des dépenses inéligibles ou questionnables, sont désavantagées.

Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion d'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés, de même que les candidats ayant travaillé dans des projets clôturés mais qui n'ont pas encore rempli tous les engagements de gestion financière (rapports d'audit de clôture, RSF, documentation des comptes désignés).

**IV. Durée et lieu de la mission**

La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la date de signature du contrat. Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction des résultats obtenus. Une période probatoire de six (06) mois sera accordée au Comptable du financement initial au cours de laquelle le candidat devra produire la comptabilité du projet et les états financiers révisés, ainsi que toute la documentation des activités et dépenses engagées par le projet depuis le démarrage. L'évaluation de ses performances au cours de cette période conditionnera sa confirmation au poste, après avis favorable de la Banque.

Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo. Le Comptable résidera à Brazzaville, mais il est appelé au besoin à se déplacer dans toutes les zones d'exécution du projet.

**V. Dossier de candidature**

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

**VI. Méthode de sélection**

La méthode de sélection retenue pour le recrutement du Comptable pour le financement initial du PSIPJ est la mise en concurrence ouverte appliquée au Personnel d'appui à la mise en œuvre des projets, conformément aux clauses 7.22 et 7.36 (Pages 53 et 56) du Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le FPI de la banque mondiale de juillet 2016, révisée en septembre 2023.

Les dossiers de candidature devront être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original ou envoyées par voie électronique aux adresses ci-dessous au plus tard le 5 mai 2025 à 16h 00, à l'attention du Coordonnateur du projet PSIPJ et porter clairement la mention « Candidature au poste de Comptable du financement initial du PSIPJ »

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Unité de Gestion.  
Adresse : Foret patte d'oie, derrière le tennis club, ex-siège du projet Lisungi, Brazzaville.

**Adresse électronique : [contact@psipj.com](mailto:contact@psipj.com)**

**Fait à Brazzaville, le 18 avril 2025**

**Le Coordonnateur,**

**Antoine Regis NGAKEGNI**



## PLAY-OFFS DE LA LINAFOOT/1

## DCMP croisera Mazembe en deuxième journée

La Ligue nationale de football (Linafoot) a officiellement publié, le 19 avril à Kinshasa, le calendrier de la manche aller des play-offs de la 30e édition du Championnat national de football. Le coup d'envoi de cette étape ultime de la compétition nationale majeure du ballon rond est fixé au 23 avril sur deux sites choisis : Kinshasa et Lubumbashi.

Dès la deuxième journée, le Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi affrontera, le 27 avril au stade des Martyrs, à Kinshasa, le Daring club motema pembe (DCMP). Le derby lushois entre Mazembe et le FC Saint Eloi Lupopo est programmé au stade Mazembe, le 8 mai. Un duel très attendu entre le premier et le deuxième du Groupe A. Quant au derby de la capitale entre V.Club et DCMP, il est prévu pour le 1er mai.

#### Maniema Union incertain pour la suite de la compétition

Solide leader du Groupe B au terme de la phase classique, l'AS Maniema Union devra s'opposer, le 9 mai au stade des Martyrs, à Kinshasa, au DCMP, selon le calendrier des rencontres. Mais ce choc pourrait ne pas avoir lieu car le club de Kindu, dans la province de Maniema, a annoncé, depuis le 15 avril, son retrait des play-offs. Le club dénonce une décision « injuste » de la Linafoot de limiter les lieux de



Une scène du match entre DCMP vs Mazembe/DR

la compétition à Kinshasa et Lubumbashi.

Dans un communiqué, la direction du club tuteuré par le général Amisi Tango Four ex-

prime sa « plus grande consternation » face à une mesure qu'elle juge désavantageuse, tant sur le plan sportif que psychologique. « Imposer à notre

équipe de disputer l'ensemble de ses rencontres dans des environnements qui ne sont pas les nôtres nous désavantage considérablement », in-

dique le communiqué relayé par la presse locale.

D'après Maniema Union, cette centralisation du championnat place ses joueurs dans des conditions jugées hostiles. « Cette mesure expose nos joueurs à des conditions potentiellement hostiles et les place à la merci de nos adversaires », argue le club, tout en évoquant « une atteinte à l'intégrité de la compétition ». D'autres clubs, notamment Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi et Tanganyika FC de Kalemie, ont eux aussi décrié la décision de la Ligue, qualifiée de « partielle et injuste ».

La Linafoot n'a pas encore officiellement réagi à ces contestations mais l'option adoptée par Maniema Union pourrait compromettre le début des play-offs, déjà mis en mal par un calendrier en retard, des difficultés liées à la situation sécuritaire dans l'Est du pays et le récurrent problème de déplacement des clubs.

Martin Engimo

## Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

### Angleterre, 44e journée, 2e division

Hôte de Bristol, Luton Town enchaîne une deuxième victoire d'affilée (3-1) et entretient ses chances de maintien en Championship. Grâce à ce succès prestigieux sur une équipe de haut de tableau, Luton reste 22e et relégable à égalité de points avec Derby County, le 21e, et à deux points de Hull City, le 20e. Titulaire, Christ Makosso a encore livré une prestation solide. Dans la surface adverse, il élimine deux joueurs et sert Aasgaard en retrait pour l'ouverture du score (49e min). Sa première passe décisive en Angleterre.

Remplacé à la 67e minute, à 2-1.

### Malte, 3e journée, Top 6, 1re division

Christoffer Mafoumbi et Floriana concèdent le nul 0-0 face à Hamrun Spartans. Floriana est 4e avec deux points de retard sur Marsaxlokk.

### Suisse, 33e et dernière journée, 1re division

Le Servette conserve sa deuxième place en battant Lucerne 2-1, avec Bradey Mazikou, titulaire. Longtemps premier, le Servette termine derrière le FC Bâle et devant les Young Boys de Berne, auteurs d'une



Morgan Poaty a scellé le succès qui envoie Lausanne en play-offs/DR

fin de saison en boulet de canon.

Victoire également pour Lausanne, tombeur de Lugano 2-0. Un succès qui permet aux Vaudois de se hisser à la 6e place, synonyme de qualification pour les play-offs.

Morgan Poaty et Kévin Mouanga étaient tous deux titulaires et ont participé au résultat : le second est à l'origine du premier but du LS, tandis que le premier nommé a inscrit le deuxième à la 38e minute. Servi à l'entrée de la surface, il expédie une frappe puissante et tendue dans le

filet. Son deuxième but de la saison.

### Suisse, 31e journée, 2e division

Thoune accentue son avance sur Aarau en battant Wil 7-0. Entré à la 58e minute, à 3-0, Christopher Ibayi a inscrit le 7e but à la 90e+1minute.

### Turquie, 32e journée, 1re division

Alaynspor bat Samsunspor (1-0). Remplaçant, Gaius Makouta est entré à la 67e minute.

Alaynspor est 15e avec 34 points, à égalité avec Bodrum, le 14e et premier relégable.

Camille Delourme

### CAN U20

## Les 24 Léopards retenus par le sélectionneur Guy Bukasa

Le sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans, Guy Bukasa, a dévoilé les vingt-quatre jeunes Léopards retenus pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui se déroulera en Egypte.

La République démocratique du Congo (RDC) participera à la CAN des moins de 20 ans CAF TotalEnergies Egypte 2025, prévue du 27 avril au 18 mai. Le sélectionneur de la jeune équipe congolaise, Guy Bukasa Misakabu, a dévoilé, le 21 avril, tard dans la nuit, la liste de vingt-quatre joueurs retenus pour cette compétition. Trois jeunes joueurs sont absents de la liste des sélectionnés, n'ayant pas obtenu l'autorisation de leurs clubs respectifs, car, la compétition se joue hors date Fédération internationale de football association. Il s'agit de Yohan Mboko (FC Lausanne Ouchy/Suisse), Axel Kayombo (Lecce/Italie) et Oscar Kabwit (Mazembe).

Les jeunes Léopards effectuent un stage de préparation en Tunisie depuis le 16 avril dernier. La RDC évoluera dans le groupe C avec le Sénégal, la Centrafrique et le Ghana. Les équipes de ce groupe disputeront leurs matches au stade de Suez. Calendrier de la RDC

Vendredi 2 mai : 21h00 RDC – Ghana; lundi 5 mai 2025 : 18h00 RDC – RCA; jeudi 8 mai: 18h00 Sénégal – RDC

M. E.





MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITÉ  
ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES (PSIPJ)

UNITÉ DE GESTION DU PROJET

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS  
AMI N° 06/MASSAH/PSIPJ-UGP/2025  
POUR LE RECRUTEMENT DU CHEF COMPTABLE DU PSIPJ**

**I. Contexte**

Dans le souci d'atténuer les risques du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, le Gouvernement a négocié et obtenu en auprès de l'Association Internationale de Développement, Groupe Banque mondiale, en juillet 2020, un financement initial de 50 millions USD pour le Projet Lisungi de Réponse d'Urgence à la COVID-19 (PLRUC). Puis, en juin 2022, le Gouvernement a obtenu, pour le même projet, un financement additionnel d'un montant de 83 millions USD. Le PLRUC est placé sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH). En mars 2024, le projet PLRUC a changé de nom et se dénomme désormais « Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) ».

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSIPJ, il est prévu le recrutement d'un Chef comptable du PSIPJ, au sein de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

**II. Description des tâches**

Le Chef comptable est globalement chargé de :

- Appliquer et faire appliquer au niveau de l'UGP l'ensemble des procédures comptables du projet ;
- Assurer la consolidation de la comptabilité et la préparation des états comptables du projet ;
- Superviser les comptables directement sous sa responsabilité et assurer le renforcement de leurs capacités ;
- Travailler de façon spécifique en étroite collaboration avec le RAFC et assurer l'intérim en son absence ;
- Assurer la diffusion des procédures et le renforcement des capacités des prestataires et des agents de mise en œuvre des activités financées par le projet, afin de garantir une documentation comptable excellente et disponible dans les délais.

**De façon spécifique, le Chef comptable est chargé de :**

- Gestion comptable et financière de l'UGP ;
- Veiller à la bonne conduite de l'ensemble des processus comptables de l'organisation et du système de contrôle interne (saisie de toutes les transactions comptables, écritures de régularisation et validation dans le logiciel de gestion, suivi de l'archivage des pièces comptables) ;
- Consolider les comptes des deux financements et analyser les comptes comptables du projet, en contrôlant la qualité des données financières ;
- Etablir des tableaux de bord, produire les rapports financiers mensuels, trimestriels et annuels du projet, produire les états finan-

ciers annuels (tableau des ressources et emplois), produire les déclarations mensuelles d'impôts sur salaires/honoraires et charges sociales ainsi qu'éditer les salaires du personnel ;

- Revoir les travaux mensuels de gestion de la trésorerie (Etat de rapprochement bancaire) ;
- Préparer les DRFs et DPDs et veiller aux décaissements aux partenaires dans les délais requis ;
- Préparer la partie financière du RSF incluant les tableaux financiers extraits du système et les soumettre au RAFC ;
- Contrôler la qualité des données financières des partenaires de mise en œuvre validées par les gestionnaires de subvention et en superviser la saisie comptable et procéder à la réconciliation des soldes des comptes en étroite collaboration avec les gestionnaires de subvention ;
- Encadrer et animer l'équipe des comptables en assurant un suivi individuel et collectif (gérer les plannings, les charges de travail, les priorités, évaluer les collaborateurs, résoudre les difficultés) et en superviser les travaux ;
- Participer aux travaux d'audit et fournir toute la documentation comptable nécessaire ;
- Gestion budgétaire et administrative
- Seconder le RAFC dans toutes ses responsabilités et assurer son intérim en cas d'absence ;
- Assumer la responsabilité des travaux de tous les comptables et en assurer l'intérim en cas d'absence ;
- Contribuer à l'élaboration du Programme de Travail Annuel Budgétisé (PTBA) ;
- Mettre en place les outils de suivi de l'exécution budgétaire et produire les états et analyses du niveau d'exécution budgétaire à l'attention du RAFC et du Coordonnateur ;
- Mettre en place et superviser le système d'archivage, de sauvegarde, de classement des documents et supports comptables ;
- Assurer le suivi comptable du patrimoine du projet et procéder aux investigations nécessaires après les inventaires physiques ;
- Assurer la mise en œuvre de toutes les autres tâches pertinentes à lui confiées par la hiérarchie.

**III. Qualifications et Profil du Candidat**  
**Le Chef comptable devra présenter le profil suivant :**

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum Master 2 (Bac + 5) en Comptabilité, ou Audit et Contrôle ;
- Avoir acquis au cours des trois (03) dernières années, une expérience professionnelle récente pertinente d'au moins 02 ans comme chef comptable ou comptable senior dans une administration publique, un projet de

développement, ou un cabinet comptable, ou comme auditeur senior dans un cabinet d'audit ;

- Cette expérience professionnelle pertinente acquise dans un projet financé par des partenaires autres que la Banque mondiale est un atout considérable ;
- Avoir une maîtrise d'un système comptable informatisé d'organisation ;
- La maîtrise du logiciel TOMPRO (quelle que soit la variante) est un atout ;
- Être formé au SYCEBNL est un atout ;
- Avoir une très bonne maîtrise de la suite bureautique (Word, Excel, Power Point) et des courriers électroniques ;
- Présenter des qualités de leadership, de travail en équipe, de rigueur, d'honnêteté morale et travail sous pression ;
- Avoir une excellente maîtrise écrite et orale du français ;
- Avoir une bonne maîtrise écrite et orale de l'anglais est un atout.

Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.

Les candidatures des personnes ayant travaillé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale dans lequel ont été relevées des dépenses inéligibles ou questionnables, sont désavantagées. Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion d'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés, de même que les candidats ayant travaillé dans des projets clôturés mais qui n'ont pas encore rempli tous les engagements de gestion financière (rapports d'audit de clôture, RSF, documentation des comptes désignés).

**IV. Durée et lieu de la mission**

**La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la date de signature du contrat. Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo.**

Une période probatoire de six (06) mois sera accordée au Chef comptable, au cours de laquelle il/elle devra produire à minima la comptabilité, les DRFs, les RSF et les états financiers du projet, ainsi que toute la documentation relative à la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations issues de la

dernière revue de la gestion financière par la Banque mondiale. L'évaluation de ses performances au cours de cette période conditionnera sa confirmation au poste, après avis favorable de la Banque.

Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction des résultats obtenus.

**Le Chef comptable résidera à Brazzaville, mais il/elle est appelé(e) au besoin à se déplacer dans toutes les zones d'exécution du projet.**

**V. Dossier de candidature**

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

**VI. Méthode de sélection**

La méthode de sélection retenue pour le recrutement du Chef comptable du PSIPJ est la mise en concurrence ouverte appliquée au Personnel d'appui à la mise en œuvre des projets, conformément aux clauses 7.22 et 7.36 (Pages 53 et 56) du Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le FPI de la banque mondiale de juillet 2016, révisée en septembre 2023.

Les dossiers de candidature devront être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original ou envoyés par voie électronique aux adresses ci-dessous au plus tard le 5 mai 2025 à 16h 00, à l'attention du Coordonnateur du projet PSIPJ et porter clairement la mention « Candidature au poste de Chef Comptable de l'UGP du PSIPJ »

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Unité de Gestion.

Adresse : Forêt patte d'oie, derrière le tennis club, ex-siège du projet Lisungi, Brazzaville.

Adresse électronique : contact@psipj.com

**Fait à Brazzaville, le 18 avril 2025**  
**Le Coordonnateur,**  
**Antoine Regis NGAKEGNI**





MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITÉ  
ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES (PSIPJ)

UNITÉ DE GESTION DU PROJET

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS  
AMI N° 05/MASSAH/PSIPJ-UGP/2025  
POUR LE RECRUTEMENT DU RESPONSABLE ADMINISTRATIF, FINANCIER  
ET COMPTABLE DU PSIPJ**

**I. Contexte**

Dans le souci d'atténuer les risques du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, le Gouvernement a négocié et obtenu en auprès de l'Association Internationale de Développement, Groupe Banque mondiale, en juillet 2020, un financement initial de 50 millions USD pour le Projet Lisungi de Réponse d'Urgence à la COVID-19 (PLRUC). Puis, en juin 2022, le Gouvernement a obtenu, pour le même projet, un financement additionnel d'un montant de 83 millions USD. Le PLRUC est placé sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH). En mars 2024, le projet PLRUC a changé de nom et se dénomme désormais « Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) ».

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSIPJ, il est prévu le recrutement d'un Responsable Administratif, Financier et Comptable (RAFC), au sein de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

**II. Description des tâches**

**Le Responsable Administratif, Financier et Comptable est globalement chargé de :**

- Appliquer et faire appliquer au niveau de l'UGP l'ensemble des procédures comptables, administratives et financières énoncées dans le Manuel de Procédures et dans les directives de la Banque mondiale ;
- Superviser le personnel administratif, financier et comptable directement sous sa responsabilité, notamment le chef comptable, les comptables, l'assistant administratif ;
- Gérer les ressources humaines et financières du projet ;
- Travailler de façon spécifique en étroite collaboration avec le chef comptable, pour faciliter la fluidité de l'organisation pendant les périodes d'intérim ;
- Renforcer les capacités des agents du Ministère de tutelle éventuellement désignés pour la mise en œuvre de la gestion administrative et financière du projet.

De manière spécifique, le RAFC est chargé de :

- En matière de gestion administrative :
  - Assurer l'administration du projet ;
  - Veiller à la validation du Manuel d'exécution du projet (MEP) ainsi que du manuel de procédures administratives, comptables et financières conforme au manuel standard de procédures fiduciaires en vigueur ;
  - Assurer la mise en œuvre effective du manuel de procédures fiduciaires, et ses potentielles révisions pour assurer le bon fonctionnement du Projet selon les règles édictées ;
  - Superviser le classement et l'archivage physique et électronique de tous les documents comptables et financiers du Projet, y compris de gestion du personnel, avec l'appui d'un système informatique ;
  - Participer à la programmation, au suivi et à l'évaluation des activités du projet ;
  - Contribuer ou superviser la rédaction des rapports du Projet (rapports trimestriels et annuels d'activités), et des correspondances du Projet.
  - Participer à la préparation des contrats avec les consultants et autres partenaires de services.
- En matière de gestion financière :
  - Préparer les activités d'élaboration des bud-

gets et des prévisions de décaissements ;

- Assurer le suivi de l'exécution budgétaire et rendre régulièrement compte au Coordonnateur du Projet et à la Banque mondiale, notamment lors des missions d'appui à la mise en œuvre ;
- Signer conjointement avec les autres personnes désignées les titres de paiement qui ont été préparés par les comptables ;
- Assurer la mise en place du mécanisme et des procédures de mise à disposition de fonds et paiements digitaux ;
- Suivre l'exécution financière des conventions, contrats et/ou protocoles avec les prestataires de services impliqués dans l'exécution des activités du projet ;
- Préparer les Rapports de Suivi Financier (RSF) et les Demandes de Retrait / Remboursement / Réapprovisionnement de Fonds (DRF) suivant les standards et la périodicité convenus avec la Banque mondiale ;
- Assurer de la réalisation régulière et dans le temps des audits financiers et comptables, et coordonner la préparation des missions d'audits interne et externe, ainsi que le suivi de la mise en œuvre des recommandations ;
- S'assurer de la mise en place d'un système informatique intégré d'information de gestion administrative, financière et comptable ; le système inclura tous les modules nécessaires permettant notamment la préparation des RSF et des DRF.
- En matière de gestion comptable :
  - S'assurer de la bonne tenue de la comptabilité générale, budgétaire et analytique ;
  - Vérifier les imputations comptables avant leur saisie dans les journaux ;
  - Suivre les comptes fournisseurs (avances de démarrage, retenues de garanties, cautions, dettes, etc.) ;
  - Organiser des missions d'audits comptables et financiers ;
  - Assurer l'effectivité du contrôle interne du projet ;
  - Coordonner la réalisation des inventaires selon la périodicité indiquée par la Banque mondiale.
- En matière de gestion du personnel :
  - Assurer la paie et la gestion des ressources humaines ;
  - Appliquer les lois et règlements énoncés dans les manuels, directives, circulaires et mémoires relatifs à la gestion du personnel ;
  - Procéder à l'évaluation et à la notation annuelle du personnel sous sa responsabilité et approuver ou réorienter leurs objectifs annuels ;
  - Tenir régulièrement des rencontres de planification et de suivi avec le personnel sous sa responsabilité afin d'assurer une bonne coordination et esprit d'équipe ;
  - S'assurer de la préparation et de la mise en œuvre des plans de formation du personnel de l'UGP et des prestataires du projet ;
  - Assurer le renforcement de capacités des agents du Ministère de tutelle qui seraient affectés au suivi de la mise en œuvre du projet.
- En matière de gestion du patrimoine :
  - Assurer la gestion des immobilisations ;
  - S'assurer que les stocks et les équipements acquis sur les fonds mis à la disposition du Projet sont régulièrement enregistrés, protégés et à disposition pour un éventuel contrôle inopiné ;
  - Faire prendre toute mesure permettant de localiser et d'identifier les équipements acquis

sur les fonds mis à la disposition de l'unité de gestion du projet et des autres bénéficiaires ;

- Veiller à ce que les immobilisations et tout autre consommable soient utilisés à bon escient et entretenus régulièrement, selon les besoins ;
- Dresser les inventaires des immobilisations selon un calendrier préétabli, conformément au manuel de procédures du projet ;
- Veiller à la sécurité des locaux ;
- Veiller au respect strict de la procédure d'approvisionnement en biens et services, en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de l'UGP.

**III. Qualifications et Profil du Candidat**

Le Responsable Administratif, Financier et Comptable devra présenter le profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum Master 2 (Bac + 5) en Comptabilité, ou Audit et Contrôle ;
- Avoir acquis au cours des trois (03) dernières années, une expérience professionnelle récente pertinente d'au moins 02 ans comme chef comptable ou comptable senior dans une administration publique, un projet de développement, ou un cabinet comptable, ou comme auditeur senior dans un cabinet d'audit ;
- Cette expérience professionnelle pertinente acquise dans un projet financé par des partenaires autres que la Banque mondiale est un atout considérable ;
- Avoir une maîtrise d'un système comptable informatisé d'organisation ;
- La maîtrise du logiciel TOMPRO (quelle que soit la variante) est un atout ;
- Être formé au SYCEBNL est un atout ;
- Avoir une très bonne maîtrise de la suite bureautique (Word, Excel, Power Point) et des courriers électroniques ;
- Présenter des qualités de leadership, de travail en équipe, de rigueur, d'honnêteté morale et travail sous pression ;
- Avoir une excellente maîtrise écrite et orale du français ;
- Avoir une bonne maîtrise écrite et orale de l'anglais est un atout.

Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat. Les candidatures des personnes ayant travaillé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale dans lequel ont été relevées des dépenses inéligibles ou questionnables, sont désavantagées. Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion d'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés, de même que les candidats ayant travaillé dans des projets clôturés mais qui n'ont pas encore rempli tous les engagements de gestion financière (rapports d'audit de clôture, RSF, documentation des comptes désignés).

**IV. Durée et lieu de la mission**

La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la date de signature du contrat. Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo.

Une période probatoire de six (06) mois sera accordée au RAFC, au cours de laquelle il/elle devra produire à minima la comptabilité, les DRFs, les RSF et les états financiers du projet, ainsi que toute la documentation relative à la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations issues de la dernière revue de la gestion financière par la Banque mondiale. L'évaluation de ses performances au cours de cette période conditionnera sa confirmation au poste, après avis favorable de la Banque.

Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction des résultats obtenus.

Le RAFC résidera à Brazzaville, mais il/elle est appelé(e) au besoin à se déplacer dans toutes les zones d'exécution du projet.

**V. Dossier de candidature**

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

**VI. Méthode de sélection**

La méthode de sélection retenue pour le recrutement du Responsable Administratif, Financier et Comptable du PSIPJ est la mise en concurrence ouverte appliquée au Personnel d'appui à la mise en œuvre des projets, conformément aux clauses 7.22 et 7.36 (Pages 53 et 56) du Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le FPI de la banque mondiale de juillet 2016, révisée en septembre 2023.

Les dossiers de candidature devront être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original ou envoyés par voie électronique aux adresses ci-dessous au plus tard le 05 mai 2025 à 16h00, à l'attention du Coordonnateur du projet PSIPJ et porter clairement la mention « Candidature au poste de Responsable Administratif, Financier et Comptable du PSIPJ »

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Unité de Gestion.  
Adresse : Foret patte d'oie, derrière le tennis club, ex-siège du projet Lisungui, Brazzaville.

Adresse électronique : [contact@psipj.com](mailto:contact@psipj.com)

Fait à Brazzaville, le 18 avril 2025

Le Coordonnateur,  
Antoine Régis NGAKEGNI



## DIPLOMATIE

## Le Congo et la Serbie signent un accord sur l'exemption des visas

Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, et son homologue serbe, Marko Duric, ont signé, le 22 avril à Belgrade, en Serbie, un mémorandum d'entente sur les consultations politiques et un accord sur l'exemption des visas pour les détenteurs des passeports diplomatiques et de service.

Les deux personnalités ont eu une séance de travail au cours de laquelle elles ont exploré les opportunités « pour une coopération bilatérale gagnant gagnant ». La signature d'un mémorandum d'entente sur les consultations politiques et un accord sur l'exemption des visas est un acte qui augure de nouveaux projets entre les ministères des Affaires étrangères du Congo et de la Serbie.

Prenant la parole, Jean Claude Gakosso a aligné les opportunités que le Congo pourrait offrir à la Serbie. De son côté, la République de Serbie a mis en exergue son expertise, et se dit prête à étendre sa coopération vers l'éducation à travers son programme intitulé « Le monde en Serbie ».

Le Congo estime que le rapprochement avec la Serbie permet un repositionnement au cœur de l'autre Europe, celle des Balkans, plus de trente ans après la chute du bloc socialiste. En effet, l'un des postulats de la politique étrangère du pays est de « S'ouvrir au monde à travers de nouveaux partenaires ».

La visite de Jean-Claude Gakosso, la toute première en Serbie,



L'échange de parapheurs entre Jean-Claude Gakosso et Marko Duric./DR

s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales. Elle constitue une occasion pour les deux hautes personnalités d'amorcer un processus de relance des liens d'amitié et de coo-

pération entre les deux pays. Les relations diplomatiques entre le Congo et la Serbie remontent au 18 mars 1964. Ce pays a hérité des engagements internationaux de l'ex-Yougoslavie. Suite aux muta-

tions sociopolitiques intervenues dans ces deux pays dans les années 1990, les relations ont perdu leur dynamisme.

L'ambassade de la République du Congo à Rome, dont la représen-

tation est assurée depuis le 15 juin 2022 par Henri Okemba, a juridiction sur la Serbie. Celle de la Serbie en République Démocratique du Congo, représentée par Mirosljub Jevtic, a juridiction sur le Congo.

Concernant les relations de coopération, elles reposent essentiellement sur l'accord de coopération technique, signé à Belgrade, le 28 mars 1964 ; la Convention sur la coopération dans les domaines de la science, l'éducation et la culture signée à Belgrade, le 28 mars 1964 ; l'accord de commerce et de coopération économique, signé à Brazzaville, le 26 mai 1964 ; l'accord portant création de la Grande Commission mixte de coopération, signé à Brazzaville, le 3 juin 1986. Ces accords n'ayant pas connu de mise en œuvre, la coopération bilatérale est inexistante et mérite d'être redynamisée.

Signalons que depuis 2011, le gouvernement serbe a mis à la disposition du Congo des bourses d'études pour les étudiants des Etats membres du Mouvement des pays des non alignés, dans le cadre du projet « Le monde en Serbie ».

Yvette Reine Boro

## JEU DE DAMES

## Pierre Ngolo reçoit le champion et le vice-champion de la Coupe d'Afrique

Champion et vice-champion de la Coupe d'Afrique de jeu de dames, disputée en novembre 2024, à Ouagadougou, au Burkina Faso, Tardorel Itoua et César Mouanda ont été présentés le 22 avril, à Brazzaville, au président du Sénat, Pierre Ngolo.

La délégation de la Fédération congolaise de jeu de dames a été conduite par son président, Jean Enoch Ngoma, qui a estimé que le Congo peut désormais compter sur cette discipline à l'instar du football, du handball, du tennis, du basketball et bien d'autres sports. En effet, partis du pays comme des aventuriers, sans soutien de l'Etat, les deux damistes ont représenté haut son étendard devant une quarantaine de pays participants. Tardorel Itoua, également directeur technique national; a été sacré champion d'Afrique, remportant ainsi une médaille d'or, et César Mouanda, la médaille d'argent.

« Vous voyez que nous sommes les leaders de jeu de dames en Afrique. C'est pourquoi, nous avons pensé venir donner ce message aux autorités. Nous avons commencé aujourd'hui par le président du Sénat, nous

irons chez le président de l'Assemblée nationale, le ministre des Sports et au cabinet du président de la République », a expliqué Jean Enoch Ngoma.

Grâce à cette moisson honorifique, les deux Congolais sont d'office qualifiés pour la prochaine Coupe du monde de jeu de dames qui se jouera en juin, au Cameroun. « Désormais, il faut compter sur le jeu de dames au Congo. C'est le motif qui nous a amenés ici au Sénat, surtout la Coupe du monde qui va se jouer en juin au Cameroun ; nous avons l'espoir que nous ne ferons pas piètre figure à cette compétition. Nous comptons sur les sponsors puisque nous n'avons pas de financement. Nous avons l'espoir de remporter la Coupe du monde », a poursuivi le président de la Fédération congolaise de jeu de dames.

Jadis considéré comme un jeu de loisir ou de distraction



Jean Enoch Ngoma entouré des deux damistes et d'un sénateur/Adiac

en famille ou entre amis, le jeu de dames a été formalisé en République du Congo depuis 2022, avec la mise en place des instances dirigeantes de la fédération nationale. Cette dernière dispose des points focaux dans tous les départements du pays où elle organise des compétitions dans les arrondissements et les départements ainsi que des opens. « Comme nous sommes ar-

rivés à ce niveau, nous voudrions aujourd'hui montrer à la République, au peuple congolais que nous existons, ils peuvent compter sur nous. Sur une quarantaine de pays participants, le Congo a occupé les deux premières places, les Congolais devraient donc s'en féliciter. C'est pourquoi nous leur demandons, où qu'ils se trouvent, d'apporter un réconfort aux joueurs. Il y

en a une pléiade, circuler dans toute la ville, le jeu de dames est devenu comme une épidémie positive », a-t-il conclu.

Notons qu'en marge de la présentation du champion et du vice-champion d'Afrique, la Fédération congolaise est en train de mener un plaidoyer auprès des autorités pour l'ouverture d'une académie à Brazzaville.

Parfait Wilfried Douniama